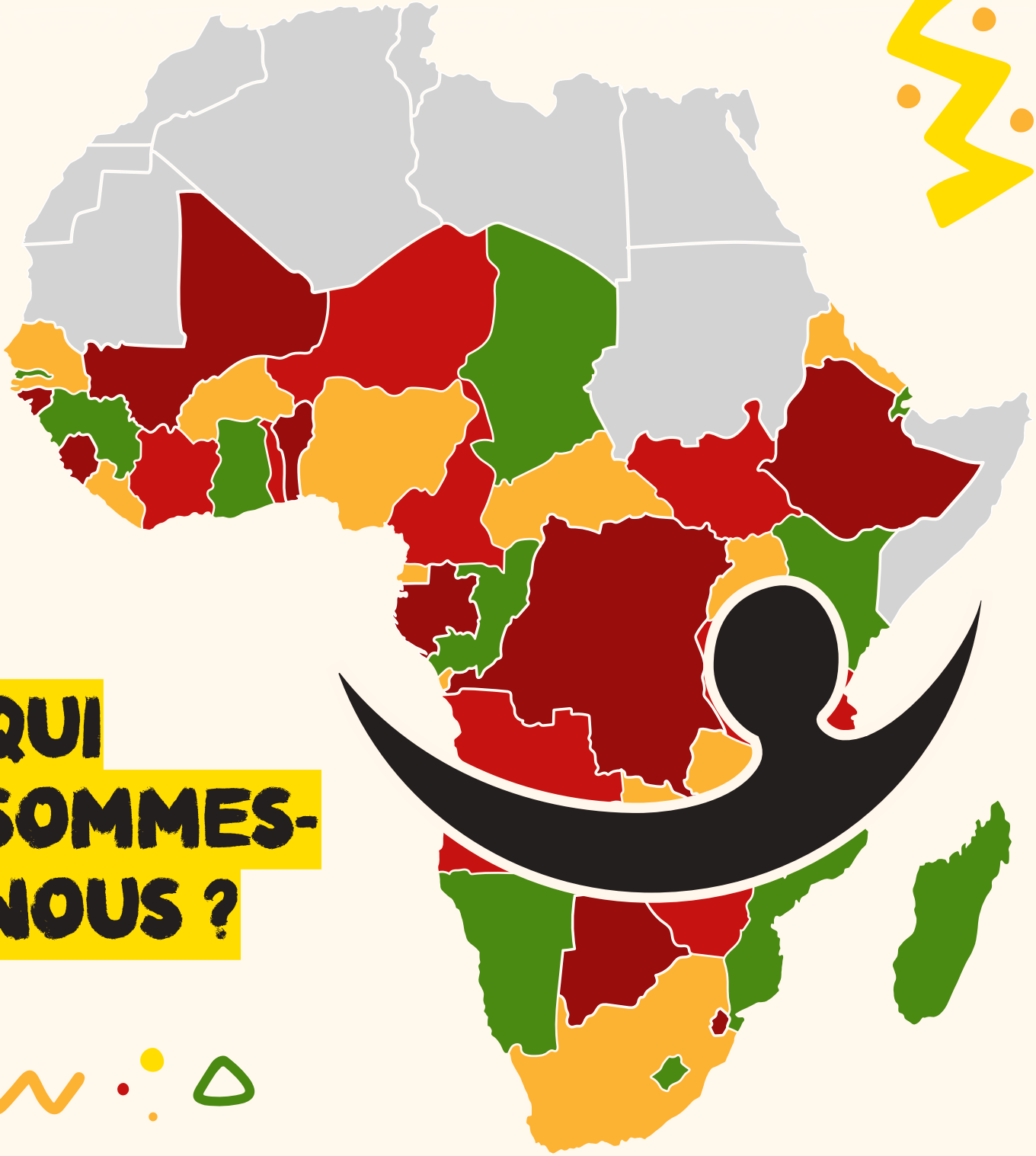
IPPF International Planned Parenthood Federation

Africa Region

RAPPORT ANNUEL 2023



QUI SOMMES-NOUS ?

La Fédération Internationale pour la Planification Familiale, Région Afrique (IPPFAR) demeure le leader de l'offre de services de santé sexuelle et reproductive (SSR) inclusifs et équitables en Afrique. Nous défendons la santé et les droits sexuels et reproductifs (SDSR), en veillant à ce que les personnes de tous sexes, âges et origines réalisent leurs droits et soient autonomes par rapport à leur corps, leur vie et leur avenir.

Basée à Nairobi, au Kenya, l'IPPFAR poursuit sa mission par l'intermédiaire de ses Associations Membres (AM), de ses Partenaires de Collaboration (PC), des Mouvements d'Action des Jeunes (MAJ), de son personnel et des bénévoles qui fournissent à tous des services de haute qualité, axés sur les jeunes et sensibles au genre, en mettant l'accent sur les groupes marginalisés et les populations exclues.

L'IPPFAR fait partie du secrétariat global de l'IPPF, une fédération d'associations nationales partageant une vision commune, des valeurs fondamentales et un engagement à améliorer la vie, et à renforcer les droits de l'homme. Chaque Association Membre adapte sa stratégie aux besoins spécifiques de son pays, reflétant ainsi la diversité de la Fédération.

Le plaidoyer de l'IPPFAR sur les questions clés de la santé sexuelle et reproductive aux niveaux national, régional et mondial garantit l'accès universel à la santé sexuelle et reproductive pour tous en tant que droit fondamental. Nous collaborons avec les gouvernements, l'Union Africaine, les commissions économiques régionales, le Parlement panafricain, les Organisations des Nations unies et d'autres acteurs pour élargir, défendre et faire respecter les engagements politiques et financiers en faveur de la santé et des droits sexuels et reproductifs en Afrique, en veillant à ce que personne ne soit laissé pour compte.

1
Bureau régional

1
Bureau sous-régional pour l'Afrique occidentale et centrale

1
Bureau de liaison auprès de l'Union Africaine

31
AM et 5 Partenaires de Collaboration

52.180
Volontaires

7.483
Points de prestation de services

10
Canaux de Prestation de services

LISTE DES ACRONYMES

ABEF-ND : Association pour le Bien-Être Familial/Naissances Désirables

ABPF : Association Béninoise pour la Planification Familiale

ABUBEF : Association Burundaise pour le Bien-Être Familial

AGYW : Adolescentes et jeunes femmes

AHA : Loi anti-homosexualité

AIBEF : Association Ivoirienne pour le Bien-Être Familial

AM : Associations membres

AMODEFA : Associação Moçambicana para Desenvolvimento da Família

AMPF : Association Mauritanienne pour la Promotion de la Famille

ATBEF : Association Togolaise pour le Bien-Être Familial

AVCI : Années de vie corrigées de l'incapacité

BOFWA : Association botswanaise pour le bien-être familial

CAMNAFAW : Association nationale camerounaise pour le bien-être familial

CAP : Couple Année Protection

CE : Contraceptif d'urgence

CHW : Community health workers (agents de santé communautaires)

CIMG : Chartered Institute of Marketing, Ghana (Institut agréé de marketing)

CORHA : Consortium des associations de santé reproductive

CP : Partenaires de collaboration

DIU : Dispositif intra-utérin

ECDD : Centre éthiopien pour le handicap et le développement

ESC : Éducation sexuelle complète

FCDO : Foreign, Commonwealth and Development Office

FGAE : Family Guidance Association of Ethiopia

FON : Feminist Opportunities Now

FPAM : Association de planification familiale du Malawi

FTU : Nouveau utilisateur de méthode PF

GAC : Affaires mondiales Canada

GIMPA : Institut ghanéen de gestion et d'administration publique

HIP : High-impact practices (pratiques à fort impact)

IPPFAR : Fédération internationale pour la planification familiale, région Afrique

IST : Infections sexuellement transmissibles

KFW : Kreditanstalt für Wiederaufbau (organisme de crédit pour le bâtiment)

LGBTQI : Lesbiennes, gays, bisexuels, transgenres, queers, intersexes

MAJ : Mouvement d'action des jeunes

MFPWA: Mauritius Family Planning and Welfare Association

MISP : Paquet minimum de services initiaux

MoU : Protocole d'accord

OSC : Organisations de la société civile

PCC : Comité d'orientation et de coordination

PF : Planification familiale

PPAG : Planned Parenthood Association of Ghana (Association ghanéenne pour la planification familiale)

PPFN : Fédération pour la planification familiale du Nigeria

PPS : Point de prestation de services

PrEP : prophylaxie pré-exposition

PWD : Personnes handicapées

QoC : Qualité des soins

RDC : République démocratique du Congo

RHASS: Reproductive Health Association of South Sudan

RHNK: Reproductive Health Network of Kenya

RHU : Santé reproductive de l'Ouganda

SCAAO : Soins Complet d'Avortement en Afrique de l'Ouest

SR : Santé reproductive

SDSR : santé et droits sexuels et reproductifs

SSR : Santé sexuelle et reproductive

TVA : Taxe sur la valeur ajoutée

TWG : Technical Working Group (groupe de travail technique)

UNESCO : Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture

UNFPA : Fonds des Nations unies pour la population

VIH : virus de l'immunodéficience humaine

VSBG : violence sexuelle basée sur le genre

WISH : Service intégré de santé pour les femmes

YCC : Soins centrés sur la jeunesse

À L'INTÉRIEUR

ÉDITORIAL 6

AVANT-PROPOS 7

RÉSUMÉ 8

Pilier 1 : Centrer les soins sur la personne 9

ACCROITRE LE CHOIX 9

ÉLARGIR L'ACCESSIBILITE 16

FAVORISER LE NUMERIQUE ET LES SOINS AUTO-ADMINISTRES 22

Pilier 2 : Faire avancer la question de la sexualité 23

CONSOLIDER LE PLAIDOYER 23

FAIRE EVOLUER LES NORMES 26

AGIR AVEC LES JEUNES 29

Pilier 3 : Solidarité pour le changement 35

SOUTENIR LES MOUVEMENTS SOCIAUX 35

DÉVELOPPER DES PARTENARIATS STRATÉGIQUES 36

INNOVER ET PARTAGER LES CONNAISSANCES 38

Pilier 4 : Prendre soins de notre Fédération 40

PRECISER NOTRE IDENTITÉ 40

FAIRE CROITRE NOTRE FÉDÉRATION 41

PRECHER PAR L'EXEMPLE 43

2023 - Statistiques ventilées par Association Membre. 44

ÉDITORIAL

Ayeva Hayathe,
Membre du conseil d'administration de l'IPPF

DONNER AUX JEUNES LES MOYENS D'UN AVENIR PLUS SAIN

Dans les communautés dynamiques du Togo, où les rires des enfants se mêlent aux conversations animées des adultes, les discussions sur la santé sexuelle et reproductive (SSR) sont traditionnellement entourées de silence. Cependant, le pouvoir de transformation des initiatives menées par les jeunes est évident. Le Mouvement d'action des jeunes (MAJ) est un exemple de ce changement.

L'histoire de Samata témoigne de l'impact de l'engagement des jeunes dans le plaidoyer et l'éducation en matière de santé sexuelle et reproductive. Élevée dans un quartier où les questions de SSR étaient rarement abordées, la rencontre de Samata avec le MAJ au cours de ses études universitaires a éveillé sa passion pour le changement. Le MAJ, créé par l'ATBEF, Association Membre de l'IPPF au Togo, en 2005, responsabilise les jeunes par le biais d'une Éducation Sexuelle Complète (ESC), d'une mobilisation communautaire et d'activités de sensibilisation.

Le parcours de Samata au sein du MAJ est marqué par sa participation active à des sessions de formation par les pairs, contribuant à l'éducation de ses pairs et acquérant une compréhension profonde des questions de SSR affectant les adolescents et les jeunes. Cet engagement lui a permis d'acquérir les compétences et la confiance nécessaires pour devenir une ardente défenseuse de la SSR, en brisant les tabous et en encourageant une culture du respect et de la responsabilité.

L'impact positif des initiatives de SSR telles que le MAJ sur les jeunes du Togo est profond. Il a été démontré que l'accès à l'ESC et aux services de santé adaptés aux jeunes retardait le début de l'activité sexuelle, réduisait l'incidence des grossesses précoces et non désirées, et diminuait les taux d'infections sexuellement transmissibles (IST) et les comportements à risque. Au-delà des avantages immédiats pour la santé, le fait de donner aux jeunes des connaissances en matière de SSR renforce leur confiance en eux, favorise leur participation active à la société et leur ouvre des perspectives plus prometteuses.

En créant des espaces sûrs pour des discussions ouvertes sur la SSR, le MAJ ne se contente pas d'éduquer les jeunes, il leur inculque également le sens de l'action. Aujourd'hui, Samata est un symbole de l'autonomisation des jeunes, illustrant la manière dont l'action collective et le leadership des jeunes peuvent conduire à un changement sociétal positif. Son parcours souligne le rôle essentiel des approches centrées sur les jeunes dans la promotion de la SSR et l'objectif plus large d'un avenir plus sain et plus équitable pour tous.

Investir dans la jeunesse par le biais d'initiatives telles que le MAJ ne consiste pas seulement à fournir une éducation et des services ; il s'agit de former la prochaine génération de leaders qui défendront et feront respecter les principes de la santé et des droits sexuels et reproductifs.
En continuant à soutenir et à développer ces programmes, nous ouvrons la voie à un avenir où chaque jeune pourra s'épanouir et contribuer au bien-être de sa communauté.

Samata Mayaba
Mouvement d'action des jeunes

AVANT-PROPOS

C'est avec une grande fierté et un sentiment de responsabilité que je présente le rapport annuel de la région Afrique de l'IPPF pour 2023. Cette année a été marquée par des avancées significatives dans l'avancement de la SDSR à travers le continent, malgré les perturbations auxquelles nous avons dû faire face. Nos efforts collectifs ont souligné la résilience et le dévouement de nos Associations Membres (AM), de nos partenaires et de nos communautés.

En 2023, l'IPPFAR a renforcé son engagement en faveur d'un accès équitable aux services de santé sexuelle et reproductive (SSR), en se concentrant sur les populations les plus vulnérables et marginalisées, notamment les jeunes, les femmes, les personnes handicapées et la communauté LGBTQI+. Nos affiliés ont réalisé des avancées significatives en fournissant des services de SSR complets et en mettant en œuvre des approches innovantes pour combler les lacunes en matière d'accès. Nous avons constaté une augmentation remarquable de la prestation de services complets de SSR, avec un accent particulier sur l'engagement des jeunes et les innovations numériques.

Nos AM ont été au cœur de nos efforts de plaidoyer, s'attaquant aux politiques régressives et promouvant des changements progressifs. La suppression des taxes sur les serviettes hygiéniques au Ghana et l'élaboration de la stratégie d'adaptation de la prestation de services en Ouganda témoignent de l'impact du plaidoyer et de la collaboration menés par nos AM. Ces réalisations constituent des étapes essentielles pour garantir que tous les individus, quelle que soit leur situation, puissent exercer leurs droits sexuels et reproductifs sans crainte ni discrimination.

Parmi les étapes importantes, des projets clés visant à élargir notre impact et notre portée ont été lancés en 2023. Le projet "Feminist Opportunities Now (FON)" est essentiel pour soutenir les organisations féministes de la société civile à travers l'Afrique en fournissant des subventions et un soutien au renforcement des capacités pour prévenir et combattre les violences basées sur le genre (VBG). En outre, l'initiative "Soins Complets d'Avortement en Afrique de l'Ouest (SCAAO)" a amélioré l'accès à des soins d'avortement de qualité et centré sur la personne en Afrique de l'Ouest francophone. Une autre initiative remarquable est le projet soutenu par le Japanese Trust Fund au Mozambique, qui se concentre sur l'introduction et l'optimisation des méthodes biomédicales pour la prévention du VIH au sein de la communauté des travailleuses du sexe.

Cependant, notre parcours n'a pas été sans obstacles. Les réductions de financement au niveau mondial et la fermeture de projets clés ont mis à mal notre capacité à maintenir les niveaux de prestation de services. En outre, l'instabilité politique et les lois restrictives dans plusieurs pays ont constitué des menaces importantes pour les droits humains et la SSR. Cependant, ces défis n'ont fait que renforcer notre détermination à défendre et à protéger les droits de ceux que nous servons.

En réfléchissant à l'année antérieure, nous reconnaissons l'importance de favoriser une culture de l'apprentissage et de l'innovation. En partageant les connaissances et les meilleures pratiques, nous pouvons continuellement améliorer nos approches et nos stratégies. Notre engagement à décoloniser la recherche et à accroître les efforts dans les pays du Sud est un élément essentiel de cet effort, garantissant que notre travail est éclairé par les besoins de nos communautés et y répond.

L'IPPFAR continuera à défendre la santé et les droits sexuels et reproductifs dans toute l'Afrique, en s'appuyant sur ses partenariats et ses réseaux pour susciter un changement durable. Nous resterons fidèles à notre mission d'autonomisation des individus, de défense des droits de l'homme et de promotion de services de SSR inclusifs et de haute qualité pour tous.

Je tiens à exprimer ma plus profonde gratitude à notre personnel dévoué, à nos bénévoles, à nos partenaires et à nos donateurs. Votre soutien et votre engagement indéfectibles sont les fondements de notre réussite. Ensemble, nous continuerons à construire un avenir où chacun pourra exercer ses droits sexuels et reproductifs et vivre dans la dignité et le respect.

Marie-Evelyne Petrus-Barry
Directrice régionale, IPPF Région Afrique

RÉSUMÉ

La région Afrique de l'IPPF reste l'un des principaux fournisseurs de services de SSR de qualité et un robuste défenseur de la SSR en Afrique.

En 2023, l'IPPFAR s'est concentrée sur l'autonomisation des femmes, des filles et des jeunes afin qu'ils et elles puissent exercer leurs droits et être autonomes dans leur vie. Ce rapport présente les principales réalisations, les défis et les initiatives stratégiques entreprises par l'IPPFAR et ses AM au cours de l'année précédente.

Principales réalisations :

1. Prestation de services et impact

- 90 094 558 services de SSR ont été fournis par les AM tous canaux de prestation confondus, dont 51 % de ces services destinés aux jeunes de moins de 24 ans.
- 5 767 466 nouveaux utilisateurs de planning familial (PF) ont été atteints, cependant ce chiffre représente une baisse de 15 % par rapport à 2022 en raison des réductions du financement global et des fermetures de projets.
- 2,3 millions de services liés à l'avortement ont été fournis, soit une augmentation de 16 % par rapport à 2022, ce qui a permis d'éviter 12.641 décès maternels et de "prévenir" 1 235 534 avortements insécurisés.
- Intégration des services de lutte contre le VIH dans l'ensemble des services de SSR, avec l'offre d'environ 15 millions de services liés au VIH, soit une augmentation de 45 % par rapport à 2022.
- 8 889 169 couples année protection (CAP) ont été atteints.
- 4 214 362 grossesses non désirées ont été évitées.
- 10 967 207 utilisatrices de planning familial ont été touchées.

2. Plaidoyer et influence politique

- Participation au processus d'examen de la CIPD+30, en présentant des recommandations progressives pour faire progresser la santé et les droits sexuels et reproductifs en Afrique.
- Engagement dans un plaidoyer pour soutenir la suppression des taxes sur les serviettes hygiéniques au Ghana, améliorant ainsi l'accès des jeunes filles dans les communautés rurales.
- Soutien de nouvelles lois et politiques visant à améliorer les droits de la personne en matière de sexualité et de procréation, notamment le cadre juridique de l'avortement sans risque au Bénin et l'alourdissement des peines pour les délits sexuels au Botswana.

3. Engagement et éducation des jeunes

- Plus de 46,1 millions de services de SSR ont été fournis aux jeunes, représentant 51 % de l'ensemble des services de santé sexuelle et reproductive fournis, soit une augmentation de 3 % par rapport à 2022.
- Des formation sur les services adaptés aux jeunes dispensée dans 85 % des AM, dont 44 % fournissant au moins 50 % de leurs services de SSR aux jeunes.
- Promotion des innovations numériques telles que l'application InfoAdoJeunes au Togo afin d'améliorer l'accès des adolescents et des jeunes aux informations et aux services relatifs aux droits sexuels et reproductifs.

4. Réponse aux crises humanitaires

- Offre des services essentiels en matière de SSR à 1 226 392 clients dans des contextes humanitaires et fourniture de 828 246 services en matière de violence sexuelle et sexiste.
- Mise en œuvre de projets ciblés pour soutenir les groupes marginalisés, tels que les personnes handicapées au Nigeria et les communautés touchées par les menaces terroristes au Togo.

5. Innovations et partage des connaissances

- Lancement de la campagne numérique "Common Senses" pour lutter contre les stéréotypes et remodeler les récits relatifs à la SSR.
- Des études ont été menées afin de produire des preuves pour la défense des intérêts, comme l'impact du projet de loi contre l'homosexualité au Ghana et le paysage de l'égalité entre les hommes et les femmes en République démocratique du Congo.

Défis :

- Les réductions budgétaires globales et la fermeture de projets ont eu un impact sur la prestation de services.
- L'instabilité politique et les crises ont limité l'accès à certaines zones.
- Les ruptures de stock et les difficultés de distribution des produits de planification familiale ont affecté la performance du couples années de protection (CAP), entraînant une baisse de 40 % par rapport à 2022.

En 2023, l'IPPFAR a réalisé des avancées significatives dans la promotion des droits à la SSR à travers l'Afrique, malgré des défis considérables. En se concentrant sur l'autonomisation des groupes marginalisés, en plaidant pour des changements de politique et en tirant parti des innovations numériques, l'IPPFAR continue de jouer un rôle central dans la promotion de la SDSR dans la région. La Fédération reste déterminée à favoriser une culture de l'apprentissage, de l'innovation et de l'inclusion afin de stimuler le progrès et d'améliorer la vie des individus dans toute l'Afrique.

PILIER 1 :

CENTRER LES SOINS SUR LA PERSONNE

Centrer les soins sur la personne implique de donner la priorité à leur santé et à leur bien-être, de garantir la qualité et l'égalité et de faire respecter leurs droits.

Ces soins placent les besoins des personnes au centre, en proposant une gamme de méthodes et de modèles qui répondent aux divers besoins. Il s'agit notamment d'un soutien psychosocial et de services de SSR fournis par des professionnels spécialisés dans différents contextes.

Les soins centrés sur la personne s'articulent autour de la responsabilisation des individus en amplifiant leur voix, leur choix et en garantissant l'accès. Ils mettent l'accent sur la capacité à prendre des décisions éclairées et à favoriser la confiance. Nous nous concentrons sur trois voies principales : accroitre le choix, élargir l'accessibilité et favoriser les moyens numériques en matière de santé et les soins auto-administrés.

ACCROITRE LE CHOIX

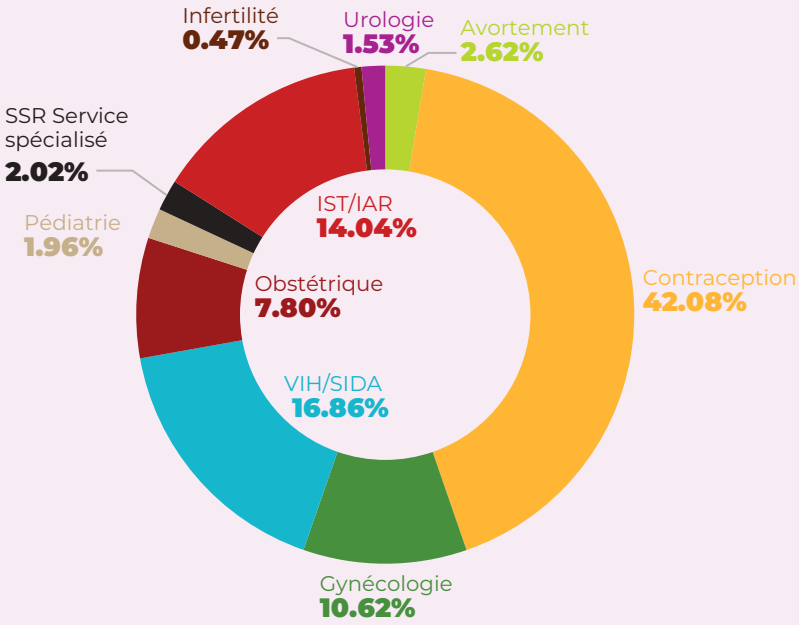
L'autonomie de notre corps repose sur la capacité à choisir, qu'il s'agisse d'opter pour l'avortement ou de sélectionner les méthodes contraceptives appropriées. Suite au lancement de la nouvelle stratégie de l'IPPF, "Unissons-nous", en novembre 2022, les AM de la Région Afrique ont réaffirmé leur engagement à fournir des services de SSR basés sur les droits complets et intégrés. En 2023, les AM de l'IPPFAR ont travaillé avec diligence pour fournir des services en SDSR inclusifs, abordables, accessibles et de haute qualité. Elles ont élargi leurs services pour répondre aux besoins des individus à travers différentes démographies et étapes de la vie, en offrant une gamme complète d'options, y compris des contraceptifs, des traitements contre l'infertilité, des soins d'avortement et des services VIH intégrés dans le domaine de la SDSR.

En 2023, l'IPPFAR a fourni un total de 90 094 558 services de SSR à travers tous les canaux de prestation des AM, dont 51 % aux jeunes de moins de 25 ans. Toutefois, par rapport aux résultats de l'année dernière, on constate une baisse de 13 %, principalement due à des réductions de financement au niveau global et à la fermeture de projets clés, en particulier le programme WISH. En outre, les crises et les défis politiques ont restreint l'accès à certains endroits, ce qui a eu un impact supplémentaire sur la prestation de services.

Graphique 1: Total des services de santé sexuelle et reproductive fournis aux clients par AM

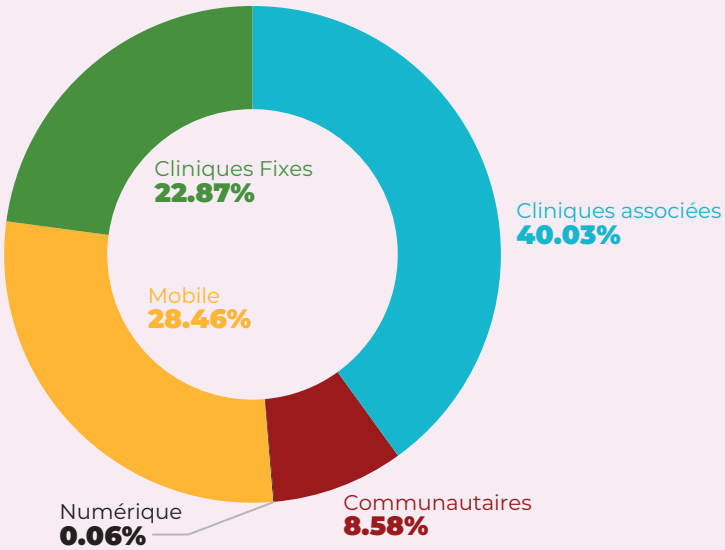
La désagrégation des services de SSR par catégorie montre une proportion importante de services de contraception suivie par celle du VIH et des IST avec respectivement 42%, 17% et 14%. Ces résultats témoignent des progrès réalisés par les AM en matière d'intégration des composantes VIH dans les services de SSR.

Graphique 2: Désagrégation des services de santé sexuelle et reproductive par catégorie



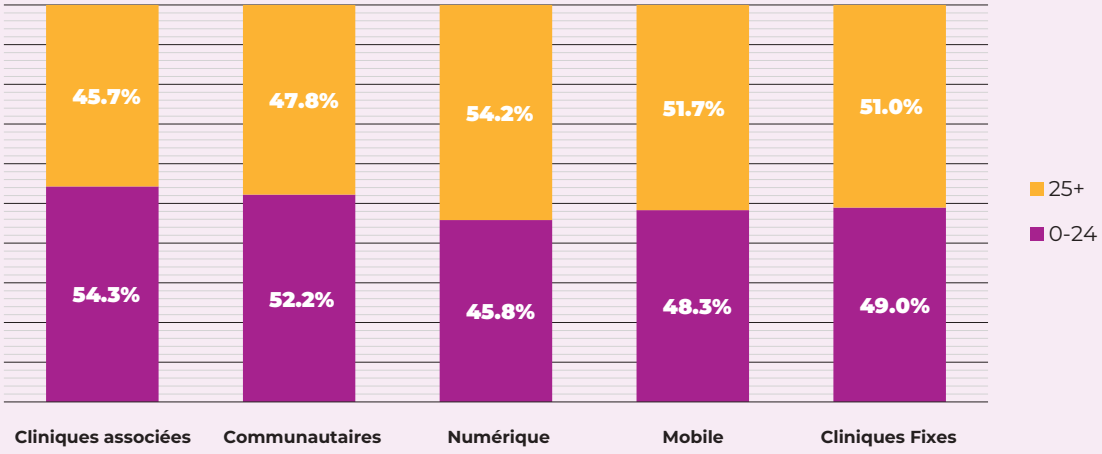
En 2023, les points de prestation de services associés ont fourni 40 % du total des services, tandis que les canaux mobiles et de stratégie avancée ont fourni 28 %. Voir graphique 3 ci-dessous.

Graphique 3: Désagrégation des services de santé sexuelle et reproductive par canal de prestation



L'analyse de l'offre de services par type de canal met en évidence des disparités dans l'utilisation des services de SSR dans les différents groupes d'âge (voir graphique 4). Spécifiquement, on observe une offre de services aux jeunes plus importante dans les cliniques associées et au niveau communautaire. Inversement, il y a plus de services offerts aux adultes à travers les canaux mobiles et numériques. La répartition reste plus ou moins stable pour les points de prestation statiques de l'AM.

Graphique 4: Ventilation des services de santé sexuelle et reproductive par canal et par groupe d'âge



En 2023, les AM ont fourni plus de 2,3 millions de services liés à l'avortement, montrant une augmentation de 16 % par rapport à 2022 (voir graphique 5). Cette augmentation est attribuée aux efforts de plaidoyer efficaces des AM pour promouvoir l'accès aux services de soins d'avortement. En conséquence, **12 641 décès maternels et 1 235 534 avortements insécurisés ont été évités.**

Graphique 5: Évolution des services liés à l'avortement au cours des 5 dernières années

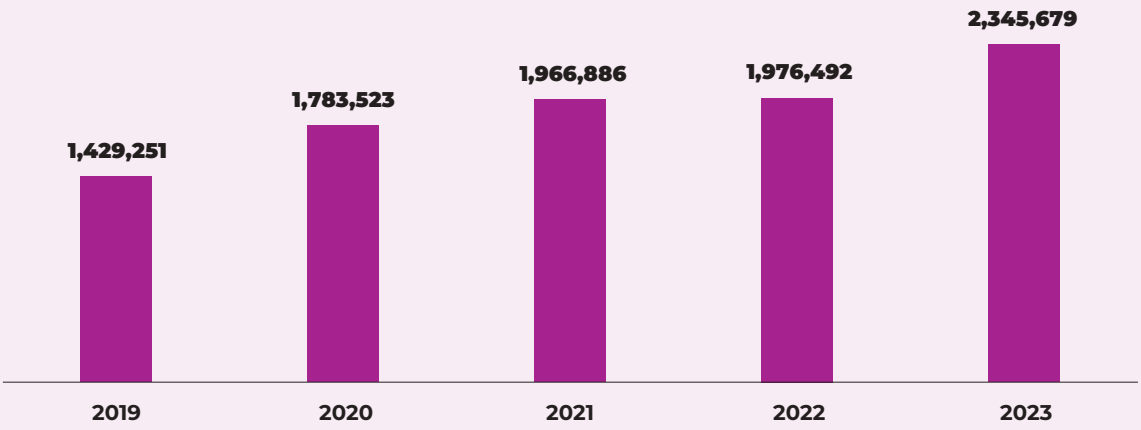


Tableau 1: Estimation du nombre d'avortements insécurisés évités par AM

AM	Effectif	AM	Effectif	AM	Effectif
Bénin	**24,657**	Eswatini	**153**	Niger	**477**
Botswana	**420**	Éthiopie	**144,095**	Nigéria	**589,208**
Burkina Faso	**17,016**	Ghana	**24,194**	Sao Tomé et Principe	**2,343**
Burundi	**14,521**	Guinée	**9,782**	Sénégal	**1,062**
Cameroun	**16,039**	Guinée-Bissau	**12,085**	Sierra Leone	**10,880**
Cap Vert	**988**	Kenya	**80,646**	Sud Soudan	**2,001**
RCA	**520**	Lesotho	**626**	Tanzanie	**46,438**
Tchad	**6,254**	Madagascar	**6,832**	Togo	**8,463**
Comores	**170**	Malawi	**10,641**	Ouganda	**70,958**
Congo	**1,721**	Mali	**32,300**	Zambie	**7,798**
Côte d'Ivoire	**6,824**	Maurice	**266**	**Nombre total d'avortements insécurisés évités**	**1,235,534**
RDC	**54,550**	Mozambique	**30,608**		

En 2023, l'IPPFAR a touché 5 767 466 nouvelles utilisatrices de PF, montrant toutefois une baisse de 15 % par rapport à 2022. Cette baisse est attribuée à la fermeture ou à la réduction des points de prestation de services (PPS) au niveau national..

35%

des AM ont observé une baisse du nombre de leurs PPS.

6%

de baisse des cliniques statiques des AM de 2022 à 2023.

LES CANAUX COMMUNAUTAIRES ET MOBILES

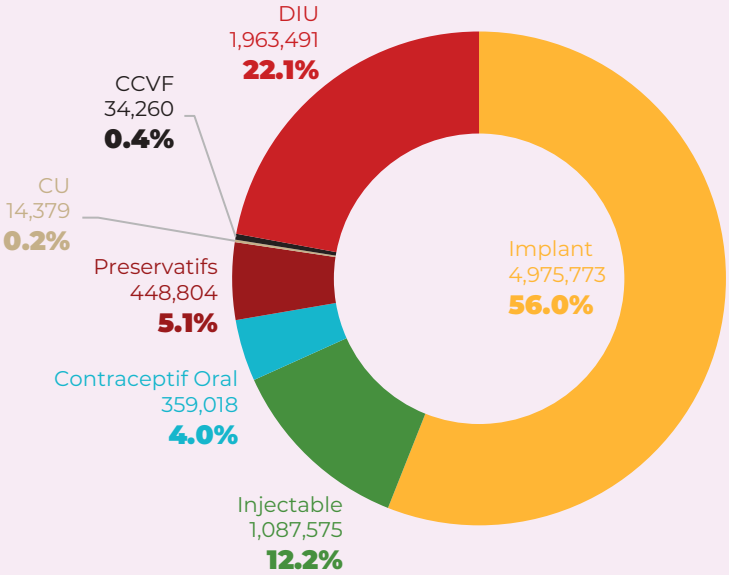
restent les principaux canaux en baisse.

La protection estimée contre les grossesses grâce à l'utilisation des méthodes contraceptives, mesurée en couple-années de protection (CAP) est de 8 889 169, soit une baisse de 40 % par rapport à 2022. Cette baisse est en grande partie due aux difficultés rencontrées par de nombreuses AM, notamment les ruptures de stock et les difficultés de distribution des produits de PF dans les zones touchées par les crises. Les contributions les plus importantes à la performance du CAP proviennent du Nigéria, de l'Éthiopie, de l'Ouganda, du Kenya et de la République démocratique du Congo (RDC). En ce qui concerne les méthodes, les implants et les DIU sont les plus gros contributeurs, représentant respectivement 56% et 22% de la performance.

Table 2: Couple Year Protection (CYP) per MA

AM	CAP Total	AM	CAP Total	AM	CAP Total
Nigéria	2,985,115	Malawi	113,773	Botswana	13,965
Éthiopie	2,008,496	Cameroun	86,997	Soudan du sud	12,219
Ouganda	655,353	Zambie	83,443	Sénégal	10,043
Kenya	574,263	Togo	74,963	Congo	9,725
RDC	477,630	Guinée	73,796	Cap Vert	6,331
Tanzanie	350,076	Sierra Leone	50,845	Eswatini	4,989
Mali	232,217	Guinée-Bissau	50,453	RCA	4,592
Ghana	188,334	Tchad	50,285	Niger	4,122
Mozambique	187,298	Côte d'Ivoire	45,822	Maurice	2,361
Bénin	168,239	Madagascar	31,038	Comores	1,610
Burundi	158,614	Sao Tomé et Principe	23,684	**Total**	8,889,169
Burkina Faso	125,488	Lesotho	22,991		

Graphique 6: Couple-années de protection par méthode de PF

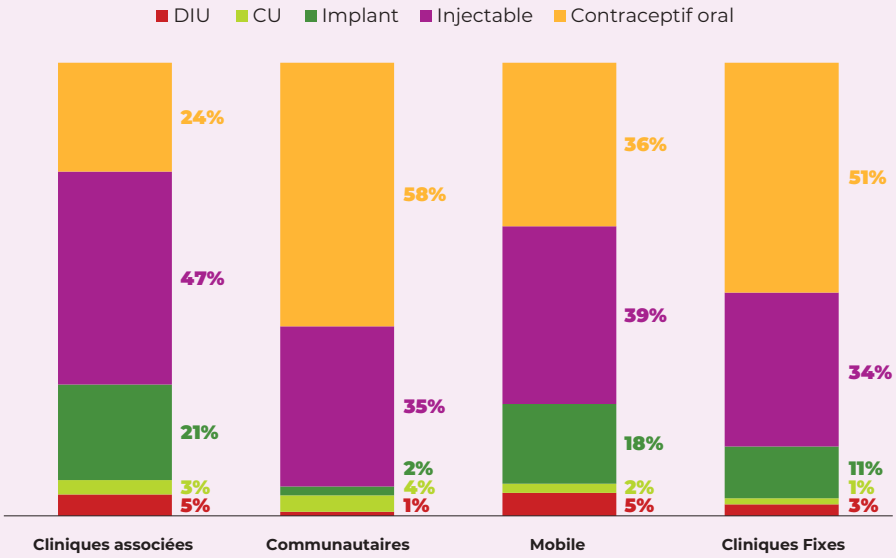


Malgré les variations observées dans l'utilisation de la PF entre les différentes AM, les contraceptifs oraux et les injectables restent les méthodes préférées des femmes, représentant respectivement 43% et 37% du total des méthodes fournies en 2023 (préservatifs exclus).

Tableau 2: Nombre total de méthodes de planification familiale fournies, ventilées par type

Préservatif	CU	DIU	Implant	Injectable	Contraceptif oral	Diaphragme/ cap cervical	Total
53,856,487	**287,582**	**432,818**	**1,771,897**	**4,620,685**	**5,442,466**	**345**	**66,412,280**

Graphique 7: Proportion de méthodes PF fournies par canal de prestation



Dans les cliniques associées et les services mobiles/de proximité, les contraceptifs injectables étaient la méthode contraceptive la plus utilisée, tandis que les contraceptifs oraux étaient plus répandus au niveau communautaire et dans les cliniques fixe des AM. L'utilisation de méthodes contraceptives a joué un rôle crucial dans l'autonomisation des femmes, y compris des adolescentes et des jeunes filles, et des couples, en leur permettant d'éviter les grossesses non désirées, contribuant ainsi à leur épanouissement social et à leur bien-être général. **En 2023, les AM de l'IPPFAR ont touché plus de 10,9 millions d'utilisateurs de planification familiale et ont permis d'éviter 4 214 362 grossesses non désirées.**

Table 3: Unintended pregnancy averted per MA

AM	Effectif	AM	Effectif	AM	Effectif
Bénin	**76,262**	Eswatini	**1,990**	Niger	**1,755**
Botswana	**4,599**	Éthiopie	**976,293**	Nigéria	**1,440,753**
Burkina Faso	**48,833**	Ghana	**76,824**	Sao Tomé et Principe	**8,708**
Burundi	**70,942**	Guinée	**29,769**	Sénégal	**4,912**
Cameroun	**42,247**	Guinée-Bissau	**23,954**	Sierra Leone	**24,416**
Cap Vert	**2,329**	Kenya	**280,055**	Sud Soudan	**5,469**
RCA	**1,873**	Lesotho	**9,302**	Tanzanie	**170,804**
Tchad	**23,307**	Madagascar	**14,255**	Togo	**29,346**
Comores	**671**	Malawi	**50,971**	Ouganda	**311,572**
Congo	**4,436**	Mali	**110,214**	Zambie	**36,119**
Côte d'Ivoire	**21,758**	Maurice	**945**	**Total Grossesses non désirées évitées**	**4,214,362**
RDC	**224,510**	Mozambique	**84,171**		

Enfin, dans le cadre du nouveau plan stratégique visant à fournir des services VIH plus intégrés dans la région, les AM de l'IPPFAR se sont efforcées d'incorporer les services VIH dans l'ensemble des services SSR. Ainsi, **environ 15 millions de services liés au VIH ont été fournis en 2023, représentant une augmentation de 45 % par rapport à 2022.**

ÉTUDE DE CAS :

Booster l'offre de services d'avortement grâce à des approches numériques et communautaires au Cameroun

Le code pénal camerounais, en particulier l'article 337, impose des peines sévères pour les avortements provoqués, ce qui contribue à une stigmatisation importante des femmes qui recherchent des services d'avortement. Pour relever ce défi, la CAMNAFAW, l'Association Membre de l'IPPFAR, a mis en œuvre deux stratégies clés.

La première s'appuie sur des plateformes numériques telles que Facebook, WhatsApp, des sites web et des lignes d'assistance téléphonique pour moderniser l'offre de services d'autogestion de l'avortement en ligne. Cette approche consiste à orienter les client.e.s vers les points de distribution des médicaments abortifs, à fournir des directives sur les procédures d'autogestion, à offrir des conseils et un soutien psychologique, et à assurer le suivi des bénéficiaires. En diffusant des messages positifs sur l'avortement et en organisant des sessions éducatives sur l'ESC, les jeunes acquièrent des connaissances et des compétences essentielles en matière d'autogestion.

La seconde stratégie est axée sur la communauté et se concentre sur la sensibilisation par le biais d'entretiens éducatifs en face à face, à l'intérieur et à l'extérieur des établissements scolaires. Elle consiste à organiser des réunions pour promouvoir les soins personnels et à plaider en faveur de l'accès aux services d'avortement au sein des groupes de filles et de femmes. Cette approche comprend également l'établissement de partenariats avec des cliniques privées et publiques, des organisations communautaires pour l'orientation des client.e.s, et la collaboration avec des pharmacies pour la distribution des produits nécessaires à l'avortement médicalisé. En outre, elle crée des espaces conviviaux dans les points de prestation de services, conçus pour répondre aux besoins des jeunes en matière d'éducation sexuelle.

Grâce à ces initiatives, l'adoption de l'approche d'autosoins par les femmes et les filles a augmenté de façon notable, passant de 1 755 services en 2021 à 2 900 en 2023. Elles ont maintenant accès à des informations vitales sur l'autosoin et peuvent obtenir des médicaments grâce aux partenariats de la CAMNAFAW avec les pharmacies et les réseaux de soutien. Par conséquent, les femmes peuvent gérer leur avortement en toute sécurité et avec dignité, sans stigmatisation.

"Grâce à ces initiatives, l'adoption de l'approche d'autosoins par les femmes et les filles a augmenté de façon notable, passant de 1 755 services en 2021 à 2 900 en 2023."

Zoom sur le projet Stand-Up : Améliorer la santé et les droits sexuels et reproductifs des adolescentes et des jeunes femmes

Le projet Stand-Up est une initiative multi-pays d'une durée de 6,5 ans financée par Global Affairs Canada (GAC) et mise en œuvre dans des districts sanitaires stratégiquement sélectionnés au Mozambique et en Ouganda, couvrant 43 établissements de santé publique et une clinique de l'AM. La mise en œuvre a pris de l'ampleur en 2023 pour atteindre l'objectif du projet : contribuer à ce qu'une population diversifiée d'adolescentes et de jeunes femmes jouissent davantage des droits sexuels et reproductifs.

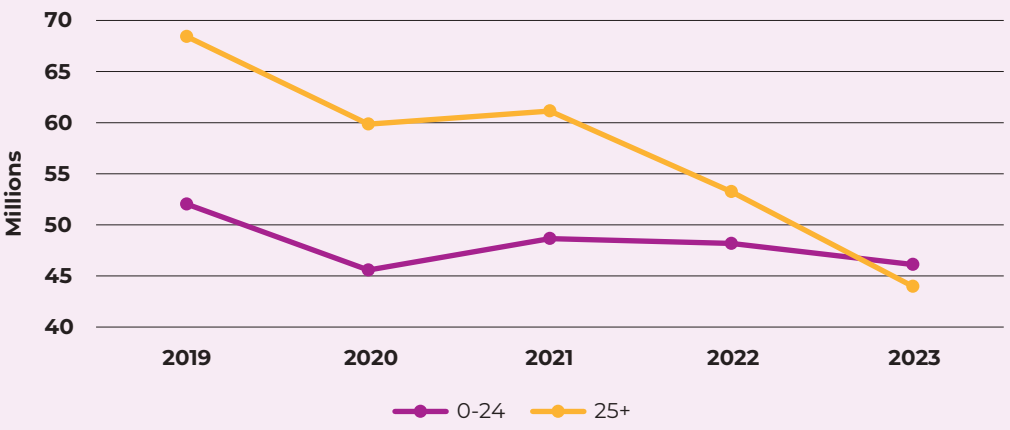
Les stratégies et activités clés comprenaient la formation et l'encadrement des prestataires de services de santé et des agents de santé communautaires (ASC) dans la fourniture d'informations et de services de SSR tenant compte du genre, y compris à la communauté LGBTQI+, la réalisation d'évaluations de la qualité des soins et l'organisation de services mobiles et de proximité dans les communautés difficiles d'accès et les milieux dominés par les jeunes. Ces efforts ont permis de renforcer les aptitudes et les compétences de 165 prestataires et ASC, garantissant l'accès à des informations et à des services de SSR de qualité, fondés sur les droits, sensibles au genre, adaptés aux jeunes et complets pour 352 183 femmes en âge de procréer, dont 59 % sont des adolescentes et des jeunes femmes (AGYW). Par ailleurs, l'accès aux méthodes modernes de contraception a été assuré pour 136 299 femmes, dont 62 % sont des adolescentes et des jeunes femmes âgées de 10 à 24 ans.

ÉLARGIR L'ACCESSIBILITE

Au niveau mondial, le droit à la santé est entravé par des obstacles et des lacunes systémiques qui oppriment et discriminent les communautés. En outre, les crises humanitaires, qu'elles soient d'origine humaine ou naturelle, privent souvent des millions de personnes de soins en matière de SSR. En réponse, les AM de l'IPPFAR se sont concentrées sur l'offre de soins sûrs et de qualité pour les groupes marginalisés, notamment les jeunes, les personnes âgées négligées et les communautés LGBTQI+. Elles ont renforcé leur capacité et leur préparation à fournir des services de SSR vitaux lors de telles crises.

En 2023, les AM ont fourni plus de 46,1 millions de services aux jeunes, soit 51 % de l'ensemble des services de SSR. Cela représente une augmentation de 3 % des services destinés aux jeunes par rapport à 2022. Pour la première fois en cinq ans, la majorité des services ont été fournis aux jeunes (voir graphique 10). Cette tendance est attribuée à la réussite des efforts de formation menés par les AM sur les services adaptés aux jeunes dans les établissements. En 2023, 85 % des AM ont organisé des formations sur les services adaptés aux jeunes, et 44 % ont fourni au moins 50 % de leurs services de SSR aux jeunes (voir le graphique 11).

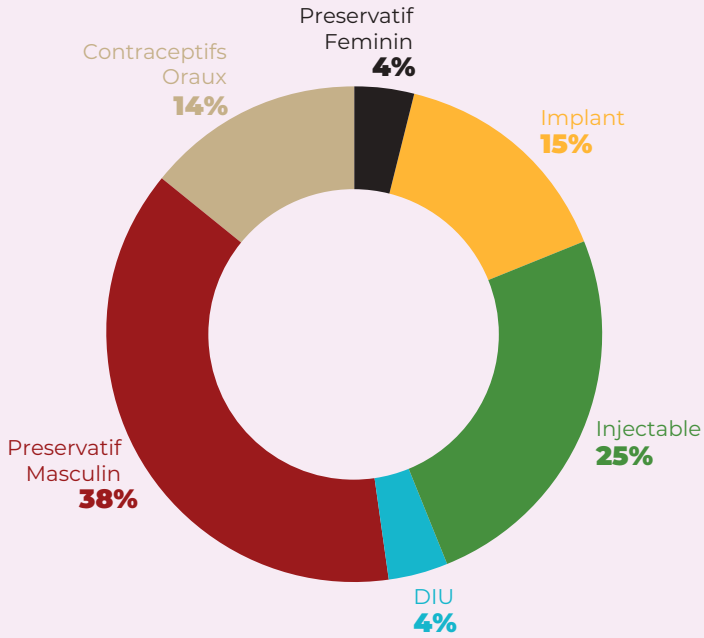
Graphique 8: Évolution des services de SSR par groupe d'âge au cours des cinq dernières années



Graphique 9: Proportion de services de SSR fournis aux jeunes par AM

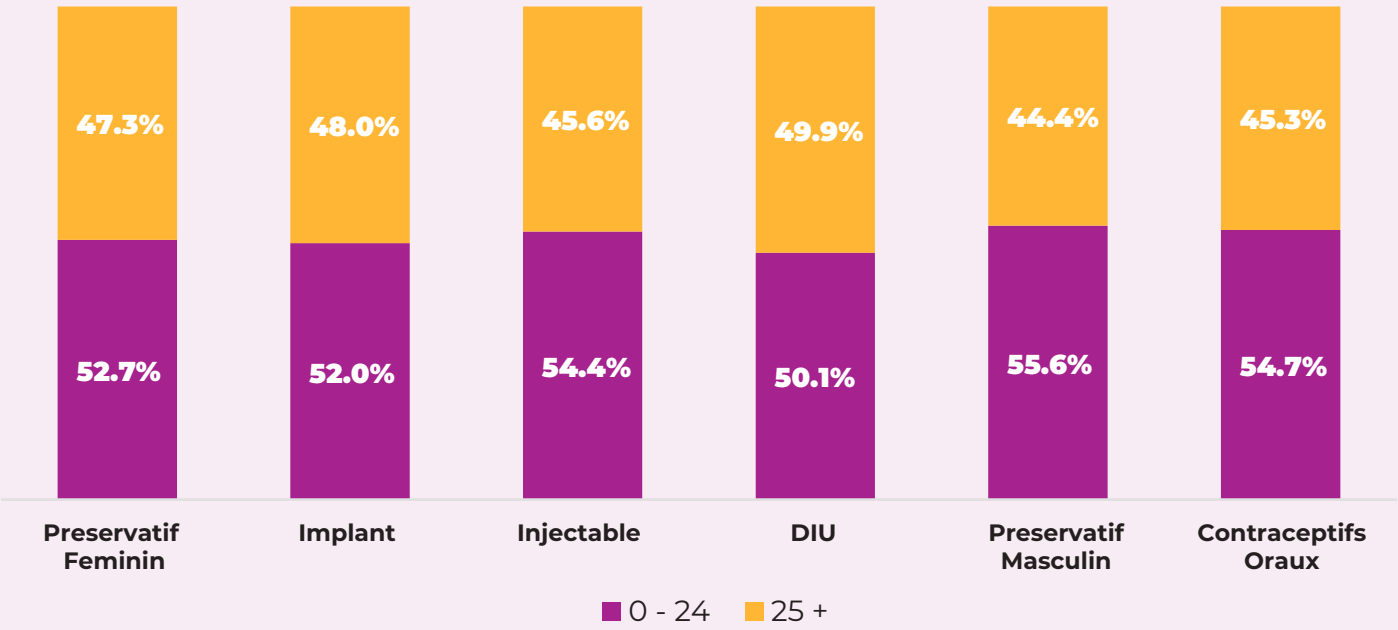
En 2023, plus de 5,7 millions de personnes ont utilisé une méthode moderne de planification familiale pour la première fois, dont environ 80 % ont opté pour des méthodes à courte durée d'action. Parmi celles-ci, les préservatifs masculins, les injectables et les implants étaient les plus demandés, représentant respectivement 38 %, 25 % et 15 % des nouveaux utilisateurs..

Graphique 10: Nouveaux utilisateurs de planning familial par méthode



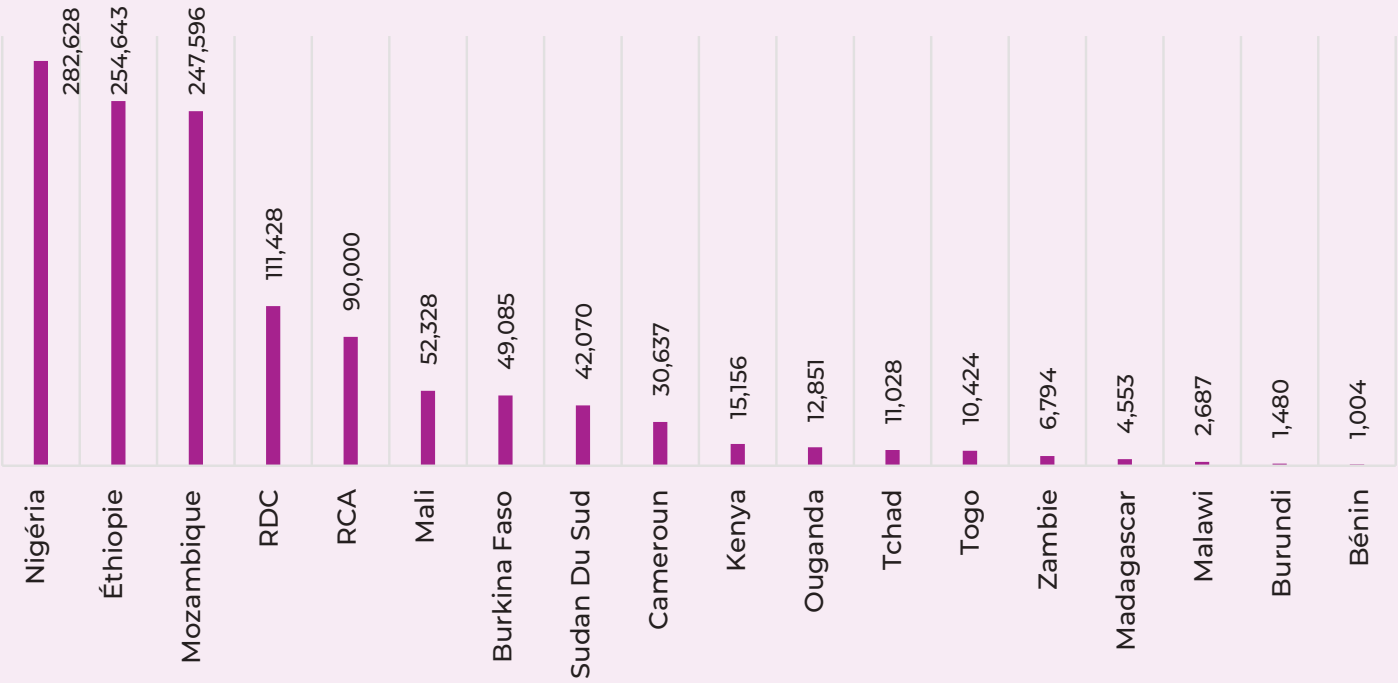
La ventilation des nouveaux.elles utilisateurs.rices par groupe d'âge révèle une proportion importante pour toutes les méthodes contraceptives (voir graphique 13). Parmi les jeunes, les méthodes les plus utilisées sont les préservatifs masculins (38,7 %), les injectables (25,5 %) et les implants (14,6 %).

Graphique 11: Nouvelles utilisatrices de PF par méthode et par groupe d'âge



La région Afrique a connu des crises humanitaires en 2023, qui ont entraîné une augmentation des violences sexuelles basée sur le genre (VSBG) et une hausse des infections par le VIH et les IST. En réponse, les AM ont montré leur engagement à fournir des services de SSR et un soutien de première ligne aux survivants des VSBG. Ainsi, **en 2023, 70% des AM de l'IPPFAR ont mené des formations sur le dépistage et le conseil en matière de VSBG, ce qui a contribué à fournir des services de SSR à 1 226 392 clients dans des contextes humanitaires et 828 246 services de VSBG.**

Graphique 12: Nombre de clients servis dans un contexte humanitaire en 2023 par AM



ÉTUDES DE CAS :

Inclusion des personnes handicapées dans l'offre de services dans des contextes humanitaires au Nigeria

Conseils de groupe à l'établissement spécial d'Alheri (village de lépreux) dans le FCT.

Pour garantir l'inclusivité dans les contextes humanitaires, l'AM du Nigeria, Planned Parenthood Federation of Nigeria (PPFN), a engagé des personnes vivant avec un handicap (PLWD) en tant que mobilisateurs communautaires pour augmenter l'utilisation de l'auto-injection du DMPA-SC et plaider pour son adoption dans les États de Kaduna, Sokoto et Borno. Six mobilisateurs PLWD ont servi d'éducateurs pour les pairs lors des efforts de sensibilisation de la communauté, améliorant ainsi l'accessibilité et la promotion de la méthode au sein de leurs communautés.

ÉTUDES DE CAS :

Répondre aux besoins essentiels en matière de SSR des communautés touchées par les menaces terroristes dans le nord du Togo

En 2023, pour renforcer son engagement dans la réponse humanitaire à travers la région, l'IPPFAR a apporté son soutien à son AM du Togo par le biais de l'initiative humanitaire « Stream 3 ».

Dans le cadre de ce financement, l'Association Togolaise pour le Bien-Etre Familial (ATBEF) a lancé le projet " Répondre aux besoins essentiels en SSR des communautés affectées par les menaces terroristes dans le Nord du Togo ", visant à garantir le Paquet Minimum de Services Initiaux (PMSI) en SSR dans la région de Savane (Extrême-Nord du pays). La clinique mobile a effectué 52 sorties au total, permettant à 10.973 personnes de bénéficier de divers services de SSR au cours de la phase de mise en œuvre.

ÉTUDES DE CAS :

Fournir des services de SSR aux communautés touchées par les inondations dans le sud du Mozambique

En 2023, l'Association Membre de l'IPPFAR au Mozambique, AMODEFA a fourni une assistance humanitaire aux personnes déplacées à l'intérieur du pays et à la communauté d'accueil touchée par les inondations dans la région méridionale du Mozambique, en particulier dans le district de Boane. L'AM de l'IPPFAR a fourni d'importants services de SSR à 4.933 bénéficiaires, dont 1.528 hommes et 3.405 femmes, par le biais de 78 sorties des cliniques mobiles sur une période de trois mois. Par ailleurs, 9.266 personnes ont été touchées par une campagne de sensibilisation.

ÉTUDES DE CAS :

Réponse humanitaire SSR dans les zones touchées par la crise de Kalehe en RDC

ABEF-ND, l'AM de l'IPPF en République Démocratique du Congo (RDC), a mis en œuvre le Dispositif Minimum d'Urgence (DMU) pour la SSR dans le cadre du programme de financement humanitaire de l'IPPF à Kalehe, au Sud-Kivu. Pendant quatre mois, ils ont fourni des services de SSR, y compris la planification familiale, les soins post-avortement, la gestion des IST/VIH et la prise en charge de la VBG aux populations touchées. En étroite collaboration avec le programme national de santé reproductive et la zone de santé de Kalehe, les principales réalisations ont couvert :

- L'offre de contraceptifs et de matériel à quatre établissements de santé.
- L'enregistrement de 3.644 nouveaux utilisateurs de méthodes contraceptives modernes.
- La prise en charge de 2.240 cas d'IST et identification de six nouveaux cas de VIH+.
- L'offre de soins post-avortement à 61 femmes.
- Des séances de sensibilisation sur la santé sexuelle et reproductive ont été organisées à l'intention de 34.409 personnes.
- Déploiement de huit équipes mobiles offrant des services de santé sexuelle et reproductive.

Au total, 20.714 femmes et jeunes ont bénéficié directement de la réponse d'ABEF-ND en matière de SSR dans les zones de Kalehe touchées par la crise.

20.714

femmes et jeunes ont bénéficié directement de la réponse d'ABEF-ND en matière de SSR.

ÉTUDES DE CAS :

Approche innovante pour informer les personnes vivant avec un handicap (PLWD) sur la SSR en Éthiopie

En Éthiopie, la compréhension de l'intersectionnalité des sexes est encore à un niveau rudimentaire. Cependant, Family Guidance Association of Ethiopia (FGAE), l'AM de l'IPPF, s'est engagée à répondre aux besoins des personnes vivant avec un handicap (PLWD) en améliorant l'accès à l'information et aux services de SSR. L'Association Membre a réimprimé sa brochure d'information sur la SSR en braille pour les organisations et a produit des pièces de théâtre vidéo en langue des signes pour les personnes sourdes. La FGAE a continué à travailler en partenariat et en synergie avec le Centre éthiopien pour le handicap et le développement (ECDD), le Consortium des associations de santé reproductive (CORHA) et d'autres partenaires pour répondre aux besoins des personnes ayant des besoins particuliers.

Programme WISH2ACTION : la clôture

En collaboration avec le Foreign, Commonwealth and Development Office (FCDO) du Royaume-Uni, le programme Women's Integrated Sexual Health (WISH) est une initiative phare en matière de planning familial, visant à remplir 20 % des engagements mondiaux du Royaume-Uni dans ce domaine. L'IPPF WISH2ACTION (W2A), en tant que chef de file du lot 2 du programme WISH, a couvert quinze pays sur une période de cinq ans. Dans les 10 pays sous la juridiction de l'IPPFAR, le programme W2A a fourni 19 547 681 Couple années de protection à 6 012 448 utilisateurs de planning familial, dont 2 498 470 utilisateurs additionnels. Parmi ces utilisateurs, 15 % avaient moins de 20 ans, 9 % étaient handicapés et 20 % vivaient dans une grande pauvreté. Dans les 10 pays, le programme a permis d'éviter environ 8 787 756 grossesses non désirées, 2 431 078 avortements à risque, 16 267 décès maternels et 15 078 512 années de vie corrigées de l'incapacité maternelle.

~8.787.756
grossesses non désirées évitées.

~2.431.078
avortements à risque évités.

~16.267
décès maternels évités.

FAVORISER LE NUMERIQUE ET LES SOINS AUTO-ADMINISTRES

Le progrès technologique médical, sous l'impulsion de l'internet et des télécommunications, transforment les soins de santé et les plateformes de soins à un rythme sans précédent. De nombreuses personnes, en particulier les jeunes générations, préfèrent désormais les interactions virtuelles aux consultations physiques, même pour les soins médicaux. En réponse, les AM de l'IPPFAR ont donné la priorité aux investissements dans les solutions de santé numérique, en les intégrant de manière transparente dans leurs offres de soins globales. En tirant parti des canaux de communication numériques, les AM ont considérablement amélioré la diffusion des informations et des ressources, étendant ainsi leur portée et leur impact.

En 2023, 54 597 services de SSR ont été fournis aux clients par le biais de plateformes digitales dans des pays tels que le Bénin, le Togo, l'île Maurice, le Ghana et Madagascar. En embrassant la digitalisation des soins de santé, plusieurs AM ont entrepris des initiatives innovantes pour accroître l'accès aux services de santé.

ÉTUDE DE CAS :

Tirer parti de l'innovation numérique pour améliorer la SSR chez les adolescents au Togo

Dans un contexte social où la communication parents-enfants sur la sexualité et l'accès aux services SSR reste taboue, l'ATBEF a encouragé l'utilisation de l'application InfoAdoJeunes (également disponible sur le Play Store) pour relever ce défi. Cette initiative fait partie d'une stratégie plus large visant à diversifier les offres de services, en particulier pour les adolescents et les jeunes, tout en créant un espace convivial. L'application propose une série de services, notamment la téléconsultation, la contraception, l'assistance en ligne via une hotline, des jeux, des discussions sur des forums, des rappels et l'Education à la Sexualité Complète (ESC). En outre, elle permet aux jeunes de signaler discrètement les cas de violence liée au sexe et les violations des droits. En 2023, l'application a facilité 676 téléconsultations et formé 643 jeunes. Par ailleurs, 514 personnes ont reçu des conseils et 2 182 cas de VBG ont été signalés par le biais de la ligne d'assistance téléphonique. Il a eu 2 731 services fournis dont la planification familiale représentait 37 %, les IST 56 % et le VIH 7 %.

676
téléconsultations.

643
jeunes formés.

514
personnes ont reçu des conseils.

2.182
cas de VBG ont été signalés.

PILIER 2:

FAIRE AVANCER LA QUESTION DE LA SEXUALITÉ

La sexualité va au-delà du sexe et de l'attirance - elle façonne les identités et guide les décisions concernant nos corps et nos vies.

Elle inclut l'amour, le plaisir et le bien-être, ainsi que des dimensions morales, d'égalité et de santé. Les opinions divergentes sur la sexualité sont souvent à l'origine de problèmes sociétaux. L'IPPF s'efforce de faire progresser les droits sexuels et reproductifs en façonnant les opinions, en influençant les politiques et en suscitant des émotions. Trois approches clés sont essentielles pour faire avancer ce programme : consolider le plaidoyer, faire évoluer les normes et agir avec les jeunes..

CONSOLIDER LE PLAIDOYER

L'IPPF milite pour la reconnaissance universelle des droits sexuels et reproductifs dans divers domaines, de l'activisme de base à la diplomatie internationale. L'IPPFAR offre des conseils aux gouvernements et contribue à l'élaboration des politiques, tout en veillant à ce qu'ils respectent leurs obligations au niveau national. Le plaidoyer est fondé sur des perspectives diverses et un engagement inébranlable en faveur des droits de l'homme. L'IPPFAR persiste à tirer parti de ses forces pour élever les perspectives des communautés dans les plateformes de plaidoyer, en injectant des expériences vécues et des approches novatrices dans les discussions politiques. En restant fidèle à ses valeurs fondamentales et en faisant preuve d'un dévouement sans faille, l'IPPFAR s'attaque à la législation coloniale et discriminatoire qui favorise la division. En 2023, les efforts de plaidoyer et les interventions de l'IPPFAR se sont concentrés sur quatre domaines clés :

Engagement dans les processus politiques

En 2023, le processus d'examen de la CIPD+30 a commencé, avec des consultations régionales tout au long du dernier trimestre de l'année. L'IPPFAR a été invité à rejoindre le groupe de coordination des OSC pour l'examen de l'Afrique. Malgré un délai très court, l'IPPFAR a mené une consultation en ligne avec plus de 100 participants d'OSC de tout le continent et a organisé avec succès un examen en personne en Zambie. Grâce à ces consultations avec les jeunes et les OSC, l'IPPFAR a pu présenter une liste extrêmement progressive de recommandations visant à faire progresser les SDSR dans le contexte du programme d'action de la CIPD en Afrique.

Génération d'évidences pour un plaidoyer fondé sur des preuves

L'IPPFAR a collaboré avec plusieurs partenaires externes pour développer des données probantes afin d'informer nos efforts de plaidoyer et de positionner l'organisation en tant que leader d'opinion. Voici quelques exemples :

- ✓ ***Comment la couverture sanitaire universelle peut améliorer l'accès aux services de santé sexuelle et reproductive en Afrique subsaharienne,*** en partenariat avec l'Institut Guttmacher ;
- ✓ ***Atlas mondial de la contraception - Afrique*** en collaboration avec le Forum parlementaire européen pour la santé et les droits sexuels et reproductifs ;
- ✓ Recherche sur le mouvement anti-droit en Afrique de l'Est, en collaboration avec Rutgers.

Élaboration d'un cadre politique régional et sous-régional

Afin d'influencer les politiques nationales et leur mise en œuvre, l'IPPFAR a soutenu le développement de cadres politiques régionaux et sous-régionaux. Par exemple, au niveau continental, l'IPPFAR, aux côtés de l'UNESCO, de l'UNFPA et d'autres partenaires, a travaillé à l'élaboration d'un cadre stratégique pour l'éducation à la santé et au bien-être des adolescents et des jeunes en Afrique (The African Union Continental Strategy for Education for Health and Well-being of Adolescents and Young People in Africa). En 2023, la stratégie a été présentée aux États membres et validée sans objection.

L'IPPFAR est également membre du groupe de travail technique qui a rédigé les engagements des pays de l'Afrique de l'Ouest et du Centre pour la santé et le bien-être des jeunes. En mars 2023, le groupe de travail technique a présenté le projet d'engagement aux 20 États membres de la région pour une validation réussie

Renforcement des capacités de plaidoyer des AM et des autres partenaires

L'IPPFAR a apporté un soutien précieux aux AM et aux partenaires, leur permettant de communiquer efficacement avec les parties prenantes, les décideurs politiques et le public. Ce soutien s'est fait par le biais du renforcement des capacités, du plaidoyer local et de la sensibilisation, de la recherche et de la production d'évidences. Nous avons également soutenu l'engagement dans les processus de l'ONU tels que le Conseil des Droits de l'Homme, le Commission de la Population du Développement et l'Examen Périodique Universel, en collaboration avec les bureaux de liaison de l'IPPF auprès de l'ONU à New York et à Genève. Par exemple, en août 2023, l'IPPFAR a organisé une formation d'une semaine sur le plaidoyer avec l'Association Burundaise du Bien-être familial (ABUBEF), tandis que l'Association Membre du Kenya (Reproductive Health Network of Kenya) a organisé une formation sur la clarification des valeurs à l'endroit des prestataires de soins de santé privés sur les soins d'avortement, et celle du Ghana (Planned Parenthood Association of Ghana) a reçu un soutien technique pour développer la recherche sur les effets potentiels de la loi anti-homosexualité proposée sur la prestation de services de SSR.

En 2023, grâce à ses AM, l'IPPFAR a réalisé des avancées significatives en matière de plaidoyer, faisant progresser les droits de l'homme dans des domaines tels que l'avortement, la violence liée au sexe, l'égalité des sexes et la diversité.

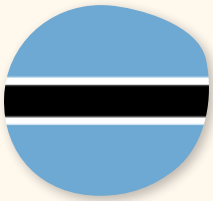
Les succès de plaidoyers en 2023:

Ghana : "TVA à taux zéro sur les serviettes hygiéniques produites localement"

Le gouvernement du Ghana a initié un changement de politique pour alléger le fardeau financier des femmes en mettant en place une taxe sur la valeur ajoutée (TVA) à taux zéro sur les serviettes hygiéniques produites localement. Cette annonce a été faite lors de la présentation du budget 2024 le 15 novembre 2023. En outre, la politique prévoit des exonérations de droits d'importation pour les matières premières essentielles à la fabrication locale de serviettes hygiéniques. Auparavant, le coût des serviettes hygiéniques au Ghana était soumis à un taux d'imposition cumulé de 35 %, comprenant une taxe à l'importation de 20 % et une TVA de 15 %. Ces taxes contribuaient de manière significative au prix élevé des serviettes hygiéniques, les rendant financièrement inaccessibles pour de nombreuses jeunes filles dans les communautés rurales.

L'AM de l'IPPF, Planned Parenthood Association of Ghana (PPAG) a activement contribué aux efforts de suppression des taxes sur les serviettes hygiéniques par le biais d'une série d'activités stratégiques dans le cadre de la plateforme des OSC pour l'hygiène menstruelle. En tant qu'organisateur de la plateforme des Objectifs du Développement Durable des OSC, PPAG a organisé une réunion cruciale pour élaborer un document de positionnement complet relatif à leur

prise de position sur la suppression des taxes. L'organisation a également élaboré un communiqué de presse et coordonné des engagements avec des entités clés telles que le ministère des Finances, la Ghana Revenue Authority, la Food and Drugs Authority, l'Association of Ghana Industries et les importateurs. Ces discussions visaient à mettre en évidence l'impact négatif des taxes sur les adolescentes et les jeunes femmes.



Botswana : "Renforcement des sanctions juridiques pour les infractions sexuelles".

En 2023, le Parlement du Botswana a amendé le Code pénal pour renforcer les peines pour les délits sexuels. L'IPPFAR MA du Botswana, Botswana welfare Association (BOFWA), a fortement soutenu le projet de loi présenté par le ministre de la Justice visant à alourdir les peines pour les cas de viol et à criminaliser les fausses accusations.

Ainsi, la peine pour le délit de viol a été augmentée, passant d'une peine minimale de 10 ans à une peine minimale de 20 ans. La loi a été modifiée en remplaçant l'article 142 par un nouvel article intitulé "Punition pour viol". Le nouvel article stipule que toute personne accusée de viol est condamnée, sur déclaration de culpabilité, à une peine minimale de 20 ans d'emprisonnement ou à une peine maximale d'emprisonnement à perpétuité. Si l'acte de viol est accompagné de violences entraînant des blessures à la victime, la personne reconnue coupable est condamnée à une peine minimale de 25 ans d'emprisonnement à perpétuité, avec ou sans châtiments corporels. En outre, la loi stipule que toute personne reconnue coupable de viol et dont le test de dépistage du VIH est positif, conformément aux prescriptions du ministre, est condamnée à une peine minimale de 25 ans d'emprisonnement si elle connaissait sa séropositivité.

Bénin : " Faire progresser l'accès à un avortement sûr et légal".

Au Bénin, une nouvelle loi a été adoptée le 20 décembre 2021, modifiant la loi de 2003 et élargissant les conditions dans lesquelles les femmes peuvent avoir accès à l'interruption volontaire de grossesse. L'Association Béninoise pour la promotion de la Famille (ABPF) a joué un rôle central dans le plaidoyer en faveur des décrets nécessaires à la mise en œuvre de cette loi. Elle s'est fortement impliquée, techniquement et financièrement, dans les différents ateliers organisés pour rédiger, réviser et valider les décrets d'application. L'AM a organisé et facilité des sessions de discussion avec les OSC afin de garantir une bonne compréhension de la loi modifiée. En outre, elle a exercé un lobbying actif auprès des membres du comité ad hoc chargé de rédiger les décrets d'application de la loi SR 2021.

Grâce à ces efforts concertés, un nouveau décret a été adopté en avril 2023. Ce décret clarifie les conditions d'accès et de fourniture des services d'avortement et établit un cadre juridique pour réglementer ces services.

Ouganda : Assurer la continuité des services de SSR dans le cadre de la loi contre l'homosexualité

En 2023, l'Ouganda a vu l'adoption de la loi contre l'homosexualité, ce qui a posé des problèmes importants pour la fourniture de services de SSR. Reproductive Health of Uganda (RHU), l'AM de l'IPPF, a joué un rôle crucial de sensibilisation des acteurs clés et en facilitant les efforts conjoints. Elle a notamment organisé une série de réunions avec le ministère de la santé, le groupe de travail technique sur les populations clés et la commission ougandaise sur le sida. Ces efforts de collaboration ont permis de convaincre le ministère de la Santé d'élaborer une stratégie d'adaptation pour l'offre de services. Cette stratégie garantit la fourniture de services de santé préventifs, promotionnels, curatifs et de réhabilitation à tous les individus en Ouganda, quelle que soit leur diversité, sans aucune forme de discrimination. Ces efforts visaient à maintenir la continuité des services pour les populations clés après l'approbation de la loi.

Île Maurice : Défendre les droits liés à la diversité sexuelle et de genre

En 2023, la Cour suprême de l'Ile Maurice a annulé les lois criminalisant les relations entre personnes de même sexe, les déclarant inconstitutionnelles en raison de leurs origines coloniales, plutôt que de refléter les valeurs indigènes. En collaboration avec des organisations locales telles que Young Queer Alliance et Collective Arc-en-Ciel, la Mauritius Family Planning & Welfare Association (MFPWA), membre de l'IPPF, a mené des activités de renforcement des capacités en matière de santé sexuelle et reproductive et a offert diverses plateformes aux groupes LGBTQI+ pour qu'ils puissent exprimer leurs préoccupations lors de réunions et d'activités locales et nationales. En outre, l'association a fourni des services médicaux et des contraceptifs à la communauté LGBTQI+.

Burundi : Promouvoir la santé et les droits sexuels et reproductifs et l'accès à l'éducation pour les jeunes

Le 22 octobre 2022, sous le leadership de l'AM du Burundi (ABUBEF), le partenariat de la société civile burundaise travaillant dans le domaine de la SDSR a rédigé un rapport complet sur la SDSR au Burundi. Ce rapport conjoint a évalué la situation actuelle concernant les droits sexuels et reproductifs des jeunes et a fait des recommandations pragmatiques pour promouvoir le respect des droits sexuels au Burundi.

En 2023, le Conseil des droits de l'homme des Nations Unies a inclus les articles défendus par l'ABUBEF et ses alliés (145.191) dans un document à examiner. En conséquence, le Burundi a accepté de réviser les articles 27, 35, 37, 70 et 71 de l'arrêté ministériel n° 60/1078 relatif à l'harmonisation des règlements scolaires. Ces révisions visent à encourager les filles enceintes à fréquenter l'école aussi longtemps qu'elles le souhaitent et à assurer leur réintégration dès qu'elles s'en sentent capables.

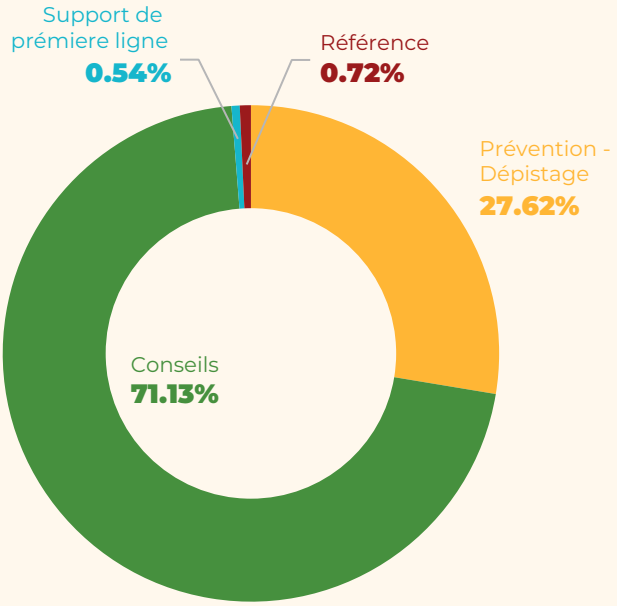
FAIRE EVOLUER LES NORMES

Le changement de paradigme en matière de sexualité va au-delà de la simple modification des politiques ; il nécessite une transformation des attitudes et des normes sociétales. Grâce à l'engagement communautaire et à l'activisme féministe, l'IPPFAR s'attaque aux normes sexistes préjudiciables qui entravent le progrès des femmes et des filles dans le monde entier. En donnant la priorité à la lutte contre les violences sexuelles et sexistes, l'IPPFAR encourage l'inclusion et le respect de la diversité et des droits sexuels, en défendant fermement les normes des droits de l'homme durement acquises tout en démantelant les barrières systémiques. En s'appuyant sur une communication stratégique et des plateformes numériques, l'IPPFAR élargit sa portée et recueille des preuves irréfutables pour étayer ses efforts de plaidoyer.

En 2023, l'IPPFAR a fourni 628 246 services de lutte contre la violence basée sur le genre (VBG), dont 28 % étaient axés sur la prévention et le dépistage (voir graphique 16). Ces efforts soulignent l'engagement de l'organisation à lutter contre les VBG, à promouvoir la SDSR et à garantir un environnement plus sûr et plus inclusif pour tous.

Graphique 13: Nombre de services relatifs aux VBG fournis en 2023 par AM

Graphique 14: Nombre de services relatifs aux VBG fournis en 2023 par catégorie



En 2023, l'accent a été mis sur le positionnement de l'IPPFAR en tant que principal défenseur de la SSR pour tous et allié indéfectible des groupes marginalisés. Des investissements ont été réalisés dans le développement des connaissances, la recherche et la formation afin d'aider les AM à contrer l'influence croissante du mouvement anti-droits sur le continent.

L'IPPFAR s'est opposé avec force au recul des droits par le biais d'une législation régressive et à l'érosion du langage convenu. Ci-dessous quelques exemples de ce plaidoyer :

- ***Afrique IPPF condamne la loi ougandaise contre l'homosexualité comme une violation des droits de l'homme et des droits sexuels et reproductifs | IPPF Africa***
- ***L'IPPF Afrique exprime son inquiétude suite aux instructions du Ministère de la Santé de Zambie d'éviter l'utilisation du terme "Santé et Droits Sexuels et Reproductifs". | IPPF Afrique***

Suite au succès de la ***campagne « Treasure Your Pleasure »*** en 2022, l'IPPFAR a élaboré une ***note d'information*** qui offre des conseils pratiques à toute personne souhaitant développer et mener une campagne numérique sur le thème du plaisir.

"En donnant la priorité à la lutte contre les violences sexuelles et sexistes, l'IPPFAR encourage l'inclusion et le respect de la diversité et des droits sexuels, en défendant fermement les normes des droits de l'homme durement acquises tout en démantelant les barrières systémiques"

ÉTUDE DE CAS :

Améliorer l'accès et la prestation des services de SSR pour les minorités au Ghana

En février 2023, avec le soutien de l'IPPFAR, PPAG a rédigé un rapport intitulé "The Implications of the "Promotion of Proper Human Sexual Rights and Ghanaian Family Values Bill, 2021" for Health Services Delivery and Accessibility to Sexual and Gender Minorities in Ghana" (« Les implications du projet de loi « Promotion des droits sexuels humains et des valeurs familiales ghanéennes, 2021 » pour la prestation de services de santé et l'accessibilité aux minorités sexuelles et de genre au Ghana »).

L'étude a révélé que les discussions nationales sur les Minorités sexuelles et de genre (MSG) sont dominées par la moralité et la décence, et que le cadre juridique des MSG est considéré comme opaque. Cette combinaison de restrictions juridiques et de moralisation des relations non hétérosexuelles et des identités non binaires a conduit à ce que les personnes MSG soient moins prises en compte dans un large éventail de services de santé et de SSR. L'adoption du projet de loi ne fera qu'exacerber ce contexte. L'étude a révélé que "les prestataires seront réticents à fournir des services (en raison de la clause relative à la responsabilité pénale des prestataires qui ne signalent pas les personnes MSG). Pour les personnes membres des MSG, l'opinion générale est qu'elles n'auront plus accès aux services de santé et aux soins médicaux vitaux". Les principales recommandations du rapport comprennent la formation continue des prestataires de soins de santé sur les protocoles et les approches, la priorisation des interventions de santé mobile qui favorisent l'auto-soin parmi les personnes MSG, et le renforcement par les OSC des partenariats avec les organisations qui travaillent à l'amélioration des services aux minorités.

ÉTUDE DE CAS :

Changements de perception et d'attitude en matière d'égalité entre les hommes et les femmes et d'inclusion en RDC

Parallèlement aux activités de prestation de services, l'IPPF a mené une étude en RDC pour évaluer les "Changements de perception et d'attitude en matière d'égalité des sexes et d'inclusion au sein de la Fédération et des communautés que nous servons ». L'étude visait à approfondir la compréhension des stratégies utilisées pour promouvoir l'égalité des sexes et l'inclusion dans le cadre de la stratégie actuelle, en se concentrant sur l'identification des obstacles et des éléments favorisants rencontrés par les AM, les outils et les ressources utilisés, les besoins de soutien et les approches spécifiques pour soutenir les survivants de la violence sexuelle et sexiste, en particulier dans les contextes humanitaires.

Les principales conclusions de l'étude indiquent que des relations de travail efficaces avec un large éventail de partenaires publics et privés, notamment des agences gouvernementales, des organismes des Nations unies, des organisations de la société civile et des ONG internationales, sont essentielles pour faire progresser l'égalité et l'intégration des femmes et des hommes. Cependant, des défis internes et externes ont été identifiés, tels que les normes sociétales et culturelles et les ressources financières et humaines limitées, qui limitent la mise en œuvre de l'égalité des sexes et de l'inclusion sur le terrain.

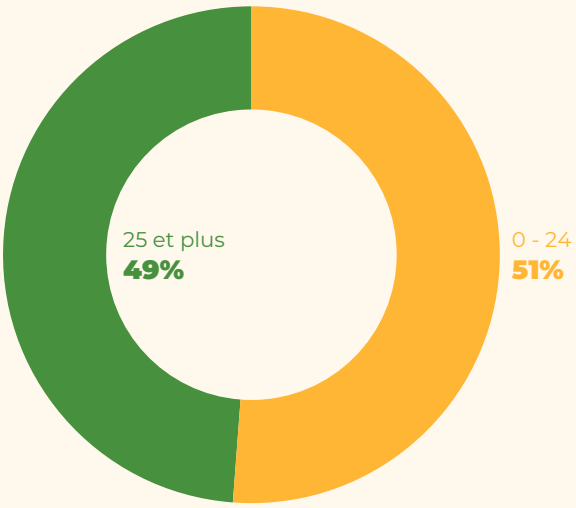
Les AM emploient diverses stratégies pour relever ces défis. Une approche cruciale est l'engagement significatif des hommes et des garçons dans les initiatives d'égalité entre les femmes et les hommes. En outre, le renforcement des compétences et des aptitudes pour améliorer l'égalité des sexes et l'inclusion, ainsi que l'utilisation de données de qualité pour améliorer l'efficacité du travail lié au genre, sont des priorités. Enfin, l'AM de la RDC utilise une stratégie globale pour soutenir les survivants de la violence sexuelle et sexiste, en fournissant des services de SSR et en orientant les victimes vers des organisations partenaires pour un soutien psychologique, médical et juridique, ainsi que pour la réintégration dans la communauté.

AGIR AVEC LES JEUNES

Les jeunes jouent un rôle essentiel dans l'évolution de la société. Représentant la génération la plus diversifiée qui soit, les mouvements de jeunesse transcendent les frontières à l'ère numérique. En collaborant avec les jeunes, nous leur donnons les moyens d'élaborer et de mettre en œuvre des programmes de changement. Nous nous engageons à renforcer l'ESC, en amplifiant les approches réussies et en plaidant pour des cadres juridiques qui apportent un soutien. En plus de nos efforts traditionnels, nous visons à explorer de nouvelles plateformes numériques. Étant donné qu'un nombre important de jeunes recherchent des informations liées à la SSR et à la sexualité en ligne, nous nous efforçons d'améliorer la qualité des contenus liés à la sexualité sur les plateformes de médias sociaux et de renforcer les liens avec les ressources de soins.

La performance de l'IPPFAR en 2023 a démontré un effort impressionnant dans la fourniture de services de SSR aux jeunes. Sur les cinq dernières années, 2023 est l'année où plus de 50 % des services de SSR ont été fournis à des personnes de moins de 25 ans. En particulier, 44 % des AM de l'IPPFAR ont fourni au moins 50 % de leurs services de SSR aux jeunes.

Graphique 15: Services de santé sexuelle et reproductive offerts par groupe d'âge



L'ESC reste l'une des priorités de l'IPPF. **En 2023, la région Afrique a touché plus de 5,6 millions de jeunes par le biais d'initiatives de l'ESC.** Le Togo, le Bénin et le Burkina Faso ont été les principaux contributeurs à ce résultat.

Graphique 16: Nombre de jeunes touchés par l'ESC

"Étant donné qu'un nombre important de jeunes recherchent des informations liées à la SSR et à la sexualité en ligne, nous nous efforçons d'améliorer la qualité des contenus liés à la sexualité sur les plateformes de médias sociaux et de renforcer les liens avec les ressources de soins."

ÉTUDE DE CAS :

Qualité, portée et impact de l'ESC, soins centrés sur les jeunes et progrès dans l'engagement des jeunes dans la fédération

Dans le cadre du nouveau cadre stratégique de l'IPPF, une étude globale, incluant la région Afrique, a été menée sur le thème de la jeunesse, avec la participation de l'Association de planification familiale du Malawi (FPAM). Cette étude s'est concentrée sur la portée et l'impact de l'ESC et des soins centrés sur les jeunes au sein de l'IPPF. L'objectif était d'évaluer la contribution d'ESC fourni aux jeunes par l'intermédiaire des AM à la promotion de changements positifs dans leurs connaissances, attitudes et pratiques liées au sexe, à la sexualité et aux relations égalitaires. Un autre objectif était d'évaluer la gamme plus large de services et de soins SSR fournis aux jeunes et d'analyser les changements d'attitude des prestataires de services ou d'autres facteurs qui ont influencé positivement ou négativement les soins centrés sur les jeunes. Les principales conclusions de l'étude portent sur trois domaines :

- **Éducation sexuelle complète**

  La conception et la mise en œuvre de l'ESC sont guidées par une approche fondée sur les droits, le cadre de l'ESC de l'IPPF et d'autres directives et programmes nationaux/régionaux. Les AM visent à accroître la sensibilisation et à promouvoir la SDSR, à favoriser les aptitudes à la vie quotidienne et à offrir des liens avec des soins centrés sur les jeunes. La couverture des composantes essentielles de l'ESC varie en fonction du contexte, des connaissances de l'animateur/du jeune, de la plateforme de diffusion et du public visé. Toutefois, la sexualité et le plaisir ne sont pas suffisamment pris en compte dans la plupart des contextes. Les informations relatives à la SDSR sont principalement fournies par le biais de l'éducation entre pairs, de stratégies de sensibilisation axées sur les jeunes et de plateformes numériques. De nombreuses AM forment également les enseignants et fournissent des informations/ressources dans les écoles.

- **Soins axés sur les jeunes**

  Les AM fournissent aux jeunes des soins de SSR et des soins psychosociaux complets et intégrés, guidés par les directives cliniques centrées sur le client (DCCC) de l'IPPF. Les principales plates-formes de prestation comprennent des services de proximité axés sur les jeunes (par exemple, des cliniques mobiles et des campagnes/événements), des modèles de prestataires pairs et non professionnels, et des services basés dans des établissements avec des prestataires "adaptés aux jeunes". Dans l'ensemble, on a constaté une meilleure connaissance des informations et des services fiables en matière de santé sexuelle et reproductive, une plus grande confiance en soi et une plus grande curiosité pour la recherche d'informations, ainsi qu'un certain lien entre l'ESC et les soins centrés sur les jeunes.

- **Le contexte est important : Facilitateurs et défis de la mise en œuvre**

  Divers facteurs individuels, interpersonnels, politiques/services publics et structurels façonnent la conception et la mise en œuvre de l'ESC et des soins centrés sur la jeunesse (SCJ) par les AM dans la pratique. De nombreuses AM ont indiqué que l'évolution des bailleurs de fonds et des environnements de financement, ainsi que la multiplication des projets, ont entraîné un cloisonnement des efforts, limitant ainsi la portée, la qualité et la durabilité des programmes d'ESC et de soins centrés sur la jeunesse dans divers contextes.

"Nous générons la demande par la création de connaissances, la sensibilisation, mais aussi l'amélioration des références afin que les populations cibles soient facilement reliées aux points de prestation de services en matière de SSR, d'informations complètes, ainsi que de services intégrés."

FPAM, représentant

Campagne Digitale : Common Senses

En septembre 2023, la région Afrique de l'IPPF a lancé une nouvelle campagne digitale, appelée ***Common Senses,*** pour remettre en question les stéréotypes et remodeler les récits sur la SSR dans toute l'Afrique subsaharienne. Cette campagne digitale audacieuse vise à briser les mythes et les idées fausses liés au genre, à l'orientation sexuelle, au handicap et à l'accès aux soins de santé par les populations clés vulnérables et marginalisées.

Enracinée dans la philosophie Ubuntu, cette campagne invite la jeunesse africaine à embrasser les sens communs et les principes fondamentaux qui nous unissent tous : la liberté, la passion, l'unité et l'humanité. Grâce à un contenu vidéo convaincant fondé sur les principes unificateurs de l'empathie, de l'humanité et de la philosophie Ubuntu, la campagne vise à encourager le public à ouvrir son esprit et son cœur, à s'engager dans une discussion réfléchie et à reconsidérer ses idées préconçues.

La campagne "Common Senses" est diffusée sur six grandes plateformes de médias sociaux : Facebook, Instagram, X (anciennement Twitter), TikTok, YouTube et LinkedIn en anglais, français et portugais. Au cœur de la campagne se trouve une ***série de vidéos percutantes*** montrant le monde à travers les yeux de groupes marginalisés, notamment les personnes LGBTQI+ et transgenres, les personnes handicapées, les femmes et les jeunes filles. En suscitant l'empathie, ces histoires encourageront le public à reconsidérer les idées reçues sur des sujets tels que l'identité de genre, l'orientation sexuelle et les droits des femmes.

Résultats de la campagne

Au cours des trois premiers mois, la **campagne "Common Senses" a touché plus de 8,5 millions de personnes** sur les plateformes numériques et les trois premières vidéos clés ont été **visionnées plus de 1,35 million de fois sur les plateformes numériques de l'IPPF Afrique.**

"Il ne s'agit pas de pointer du doigt ou d'attribuer des responsabilités. Il s'agit de réaliser que nous avons plus de choses en commun que nous ne le pensons. Commençons par faire preuve d'empathie les uns envers les autres."

Marie-Evelyne Petrus-Barry, directrice de l'IPPFAR.

A touché plus de

8.5M

de personnes.

Plus de

1.35M

de vues sur les plateformes numériques de l'IPPF Afrique.

Stratégie de co-création de la campagne

L'IPPFAR s'est efforcé d'attirer l'attention sur les besoins et les droits des plus vulnérables, tels que les personnes handicapées et les membres de la communauté LGBTQI+, à un moment où leurs droits sont de plus en plus bafoués dans certaines parties du continent. L'IPPFAR a impliqué ses AM, ses réseaux de MAJ, des personnes issues des principales communautés visées par la campagne et des jeunes n'ayant aucun lien avec le travail en matière de SDSR dans la conceptualisation, la création et le test du message de la campagne. Cela s'est fait par le biais d'une série de consultations, d'enquêtes, de groupes de discussion et de réunions qui se sont déroulées sur une période de sept mois. ***Vidéo clés de la campagne sur Youtube***

ÉTUDE DE CAS :

Renforcer le plaidoyer des jeunes en faveur de la SSR : le camp de la Journée internationale de la jeunesse d'ABPF au Bénin

Au Bénin, à l'occasion de la Journée internationale de la jeunesse, l'Association béninoise pour la planification familiale (ABPF) a rassemblé 300 jeunes issus d'organisations locales de jeunes et de femmes à Natitingou, y compris une autorité administrative, pour un camp d'une semaine axé sur les aptitudes à la vie quotidienne et la SSR. Cet événement a permis d'apprendre et de partager des expériences pour donner aux jeunes les moyens de plaider en faveur de l'accès aux services de santé, y compris les soins d'avortement sans risque. Il a également permis de s'assurer que les établissements de santé et les pharmacies locaux puissent offrir des services et des produits répondant aux besoins des jeunes en matière de SSR. À l'issue du camp, les maires des communes ont déclaré oralement leur engagement à faciliter l'accès des jeunes aux produits et services de santé reproductive et de planification familiale dans toutes leurs communes.

ÉTUDE DE CAS :

Maintenir les filles de moins de 18 ans à l'école grâce à la stratégie "Teacher Mentor" au Togo

En 2023, l'ATBEF a intensifié la mise en œuvre du projet "Maintenir les jeunes filles à l'école grâce à la stratégie des " Teacher Mentor " (« enseignant mentor ») et à la diffusion d'une ESC fondée sur les droits et transformatrice de genre" avec une forte approche communautaire, financée par l'Organisation ouest-africaine de la santé (OOAS). Après le renforcement des capacités en matière d'ESC de 80 enseignants mentors et de 260 éducateurs pairs - des filles de moins de 18 ans identifiées avec le soutien du ministère de l'Éducation - les enseignants mentors et les éducateurs pairs ont organisé davantage de séances d'ESC pour les adolescents et les jeunes dans les écoles pendant la semaine culturelle tout au long de l'année 2023. Ces sessions de renforcement des capacités se sont concentrées sur deux régions clés présentant des taux élevés de grossesses précoces.

En conséquence, 52 clubs d'adolescentes encadrées par des enseignants mentors ont été créés. Compte tenu du succès de la stratégie de l'enseignant mentor et pour encourager les jeunes filles à rester à l'école, l'ATBEF a célébré leurs réalisations en organisant un camp d'excellence régional. Cet événement, qui s'est tenu du 27 au 30 décembre 2023 à Tsévié (région maritime), a rassemblé 100 des meilleures adolescentes de trois examens scolaires différents (CEPD, BEPC, BAC1). Le camp a offert à ces filles les plus performantes des activités de renforcement des capacités en ESC, en leadership féminin et en compétences de vie essentielles.

ÉTUDE DE CAS :

Surmonter les normes sociales négatives à Mara, en Tanzanie.

Face aux normes sociales négatives, Paschal Julius Gekondo (23 ans) et sa femme, Paulina Mafuru (20 ans), se sont imposés comme des leaders du changement dans leur communauté. Paschal, qui vit dans le quartier de Nyamimange, dans la région de Mara, subvient aux besoins de sa famille grâce à l'agriculture et veille à ce que sa femme et sa fille soient bien nourries. Leur parcours vers la connaissance de la SSR et de la planification familiale a commencé lorsqu'ils ont été initiés par Janeth, un agent de santé communautaire de UMATI (Association Membre de la Tanzanie) dans le cadre du programme WISH2ACTION dirigé par l'IPPFAR dans la région de Mara. Cela les a amenés à assister régulièrement à des cliniques spéciales pour les jeunes pendant le week-end, malgré les normes sociales et sexuelles négatives qui entourent la planification familiale. Motivé par les précieuses informations fournies dans ces cliniques, Paschal a expliqué que l'adoption du planning familial leur a permis de s'affranchir des normes sociales et de

genre négatives. "Un planning familial adéquat permet d'éviter les problèmes qui surviennent lorsque les enfants naissent avec peu d'espace entre eux, comme la pression économique lorsque les deux

enfants tombent malades alors qu'ils sont censés aller à l'école en même temps", a indiqué Paschal.

Avec une fille d'un an, Paschal et Paulina ont déjà adopté une méthode de planification familiale à longue durée, un implant de 5 ans. "En utilisant cette méthode, nous avons une vision claire de l'avenir de notre famille, visant à avoir quatre enfants avec un espacement standard de 3 à 4 ans entre chaque enfant". Cette approche contraste avec les familles plus nombreuses généralement adoptées dans leur communauté, où les rumeurs et les idées fausses sur les méthodes de planification familiale abondent.

Pour combattre ces idées fausses, Paschal et Paulina éduquent activement leurs pairs et leurs proches connaissances sur la SSR et sur les avantages du planning familial. Ils dissipent les mythes et encouragent les choix éclairés, comme en témoigne le frère aîné de Paschal, qui voulait initialement avoir des enfants en succession rapide, mais qui a changé d'avis après le quatrième enfant. Aujourd'hui, il a également recours au planning familial afin d'espacer davantage les naissances.

En tant que bénéficiaires du programme SDSR d'UMATI, Paschal et Paulina tirent le meilleur parti de leurs connaissances pour responsabiliser d'autres adolescents et jeunes de leur communauté. En plaidant pour une prise de décision éclairée, ils visent à libérer les jeunes des grossesses non désirées, des mariages précoces et des risques pour la santé maternelle, en favorisant un sentiment d'indépendance et d'épanouissement personnel.

Dans l'ensemble, le programme SDSR a un impact significatif sur les communautés mal desservies de Tanzanie, notamment dans la région de Mara, en touchant des milliers d'adolescents et de jeunes. Le programme vise à responsabiliser les jeunes, à leur permettre de faire des choix judicieux et de mener une vie épanouie, libérée des grossesses non désirées, des mariages précoces et des problèmes de santé maternelle, tout en favorisant le développement d'une société autosuffisante.

"Le programme vise à responsabiliser les jeunes, à leur permettre de faire des choix judicieux et de mener une vie épanouie, libérée des grossesses non désirées, des mariages précoces et des problèmes de santé maternelle, tout en favorisant le développement d'une société autosuffisante."

PILIER 3 :

SOLIDARITÉ POUR LE CHANGEMENT

Les défis auxquels notre monde est confronté sont nombreux, complexes et interconnectés. Souvent, nous nous attaquons aux symptômes plutôt qu'aux problèmes sous-jacents. Les programmes de développement mondiaux soulignent la nécessité d'une coopération internationale ; aucun secteur ne peut résoudre ses problèmes de manière isolée. En encourageant la solidarité, nous pouvons surmonter ces obstacles ensemble.

L'IPPF construit activement des ponts et cultive des alliances et des partenariats étendus. Nous soutenons les mouvements selon leurs propres termes et dans leurs propres lieux. Ensemble, nous mettons en lumière les actions exemplaires de la société civile et nous nous inspirons les uns des autres pour favoriser les idées nouvelles et les innovations. Pour exploiter la force de la solidarité en vue d'un changement transformateur, trois voies sont essentielles : Soutenir les mouvements sociaux, développer des partenariats stratégiques et innover et partager les connaissances.

SOUTENIR LES MOUVEMENTS SOCIAUX

Tout au long de l'histoire, les mouvements sociaux ont servi de vecteur au changement politique et social. Aujourd'hui, leur importance et leur nécessité ne se démentent pas. Ces mouvements émergent dans le monde entier en réponse à des programmes politiques régressifs, rejetant l'avenir prescrit et résistant activement. À l'ère du numérique, ils se forment souvent de manière organique, sans structure hiérarchique, en utilisant les médias sociaux et d'autres plateformes numériques pour se connecter, s'organiser et étendre leur influence. L'IPPF s'est engagée à accroître son soutien aux mouvements sociaux intersectionnels qui défendent la santé sexuelle et reproductive et l'autonomisation des femmes et des filles. Nous participons activement et amplifions les messages qui défendent les droits de l'homme et s'attaquent aux inégalités. En tirant parti de notre réseau et de notre voix, nous renforçons les appels politiques à l'action et donnons la priorité à la protection des défenseurs des droits humains contre les attaques de l'opposition.

Zoom sur le projet Feminist Opportunities Now (FON) :

En 2023, sous le leadership de l'IPPFAR, le projet **Feminist Opportunities Now** (FON) a sélectionné 57 OSC féministes travaillant dans la prévention et la lutte contre la violence basée sur le genre. Ces organisations ont reçu des subventions pour soutenir leur travail, tant au niveau programmatique qu'organisationnel, totalisant près d'un million d'euros au cours de cette première année de financement.

L'intersectionnalité du projet s'est manifestée dans cette première cohorte d'OSC, incluant des organisations de travailleurs du sexe, des OSC travaillant avec des femmes et des filles handicapées, des OSC LGBTQI+, des OSC dirigées par des jeunes, des OSC engagées dans la santé sexuelle et reproductive (SSR), et des organisations luttant contre les mutilations génitales féminines, entre autres.

En 2023, une étude sur le contexte de la violence basée sur le genre (VBG) ainsi qu'une cartographie analytique des OSC féministes dans les 10 pays cibles ont également été lancées (Éthiopie, Kenya, Niger, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée, Mexique, Colombie, Bangladesh et Sri Lanka). Les conclusions de cette étude ont été partagées en mai 2024 avec les OSC féministes impliquées dans les projets et celles identifiées dans la cartographie. Ces résultats amélioreront leur compréhension du contexte de la VBG dans leurs pays et soutiendront leurs efforts de plaidoyer aux niveaux national, régional et international. Le rapport complet est disponible ***[ICI]***.

En 2023, le programme FON a également participé au Forum des OSC organisé par l'Ambassade de France à Nairobi pour célébrer la Journée Internationale de la Fille. Deux des partenaires subventionnés par FON, Smart Ladies in Kenya et MARY FAITH Children Center, ont rejoint d'autres OSC féministes soutenues par l'ambassade pour présenter leur travail essentiel.

DÉVELOPPER DES PARTENARIATS STRATÉGIQUES

L'IPPF s'appuie sur le partenariat, la solidarité et le partage, qui font partie intégrante de nos valeurs fondamentales. Nous nous appuyons sur des relations solides avec les donateurs, les partenaires et les alliés pour un bénéfice mutuel. Ensemble, nous renforçons les systèmes de santé nationaux, en coordination avec les gouvernements et le secteur privé. En comblant les lacunes et en répondant aux besoins de manière collaborative, nous amplifions l'impact de manière stratégique. Nous offrons également un soutien aux organisations communautaires, en encourageant les initiatives de croissance à long terme.

Le développement de partenariats stratégiques implique une série d'étapes et de considérations, notamment le partage d'une même vision et la mise en œuvre d'activités de collaboration s'engageant dans une approche de synergie. Afin d'obtenir des résultats plus percutants dans la région, l'IPPFAR a développé des partenariats avec plusieurs organisations dans divers domaines et sites : (a) **Médecins du Monde, FIDH, CREA et Empow'Her** sur les droits de l'homme, y compris la sexualité ; (b) **OXFAM** pour élargir l'accès des jeunes et des femmes aux services de santé sexuelle et reproductive ; (c) **Rutgers** pour mener des recherches sur le mouvement anti-droit en Afrique de l'Est ; (d) **Forum parlementaire européen pour la santé sexuelle et reproductive** pour développer l'Atlas mondial de la contraception - Afrique ; (e) **Guttmacher Institute sur un thème intéressant montrant la** relation entre la couverture sanitaire universelle et l'augmentation de l'accès à la santé sexuelle et reproductive en Afrique sub-saharienne.

ETUDE DE CAS :

Collaboration avec le FNUAP pour promouvoir l'offre de services de PF dans les régions de l'Adamaoua et de l'Est au Cameroun

Dans le cadre du projet Kreditanstalt für Wiederaufbau (KFW), l'AM du Cameroun, la CAMNAFAW a été déployée dans les régions de l'Adamaoua et de l'Est avec pour mission de promouvoir et d'offrir des services de PF aux populations des différentes localités. En prévision de la Journée mondiale des réfugiés du 20 juin 2023, la CAMNAFAW a investi des ressources importantes, y compris une clinique mobile, pour lancer des activités dans la localité de Gado-Badzere. Soutenue par le Fonds des Nations unies pour la population (FNUAP) et les autorités sanitaires et administratives des zones ciblées, CAMNAFAW a fourni aux adolescents et aux jeunes des informations vitales sur la planification familiale, ses avantages pour les mères et les enfants, et son impact sur le bien-être de la famille.

Les communautés de Ngaoundéré et des environs, notamment Garoua Boulai, Gado-Badzere, Nandoungue, Mbille, Lolo, Yokadouma et Batouri, ont accueilli les équipes de CAMNAFAW et se sont engagées avec elles dans le domaine de la planification familiale. La clinique mobile, fournie par le FNUAP, a visité les points de rassemblement dans ces localités pour offrir des services volontaires et conviviaux. Au cours de l'année 2023, CAMNAFAW, grâce à la mise en œuvre du projet, a formé 120 prestataires de santé pour faciliter la prestation de services de PF et 100 agents de santé communautaire (ASC). Ils ont mené 26 cliniques, bénéficiant à 21.250 femmes et jeunes filles avec des méthodes contraceptives, y compris 5.130 femmes réfugiées utilisant des méthodes modernes de PF.

ETUDE DE CAS :

Tirer parti du partenariat national pour développer les services de SSR en Éthiopie

Pour la Family Guidance Association of Ethiopia (FGAE), le paysage de partenariat va du niveau fédéral ou national au niveau régional et parfois au niveau du Woreda (district). Il est souvent suscité par des programmes, des projets et de nouvelles initiatives émanant de la FGAE ou d'autres parties. Le champ d'application des partenariats comprend, sans s'y limiter, la mobilisation des ressources, le plaidoyer, les produits / fournitures, les liens d'orientation, la prévention de la duplication des services, le renforcement des capacités, la supervision conjointe et la formation des travailleurs de la santé.

En 2023, le FGAE a établi un partenariat avec FHI360 (sur le projet d'activité de comportement sain de l'USAID), l'organisation caritative allemande BMZ / MfM (sur le projet de soutien psychosocial et de soins de santé mentale), et JSI (sur le renforcement de la prestation de services). Grâce à l'accréditation croissante de ses centres de DPC (développement professionnel continu), FGAE a pu compter sur des partenaires de plus en plus nombreux. Il s'agit notamment de l'International Rescue Committee, de Pathfinder International et de YNCD, avec lesquels la FGAE a renforcé ses activités de développement des capacités en proposant des formations aux professionnels de la santé et en facilitant les événements de formation, ce qui lui a permis d'obtenir des revenus.

FGAE a également signé un protocole d'accord avec Triggersie Ethiopia, SOS Children's Village, Nikat Ethiopia (une ONG locale dirigée par des femmes et créée par des travailleuses du sexe) et Wise-up afin de réduire la duplication des efforts tout en renforçant l'orientation et la mise en réseau des différents services de santé sexuelle et reproductive proposés par FGAE.

Des accords ont également été conclus avec de nouveaux partenaires du secteur privé, impliquant 11 sites horticoles, afin de répondre aux besoins en services de santé sexuelle et reproductive des jeunes et des adolescents employés sur les lieux de travail et les sites horticoles. Ce partenariat a permis de renforcer les efforts visant à populariser l'ensemble des services minimums sur le lieu de travail, d'où le lancement des services de santé de base essentiels.

INNOVER ET PARTAGER LES CONNAISSANCES

Dans le secteur de la SDSR, les progrès sont motivés par l'apprentissage et les preuves, et notre fédération génère une multitude de données, de recherches et d'idées en matière de santé et de droits sexuels et reproductifs. Le véritable pouvoir de la connaissance réside dans son partage ; c'est pourquoi l'IPPFAR donne la priorité à la communication des résultats avec les partenaires et les alliés, en encourageant l'apprentissage réciproque. En organisant conjointement des réunions et des événements, nous approfondissons le dialogue tant au niveau national qu'au sein de la fédération. Nous entretenons une culture de l'apprentissage et de l'innovation, en incubant des idées et des technologies pour améliorer les résultats et les conditions de vie. Notre objectif est de décoloniser la recherche au sein de l'IPPF en augmentant les efforts de recherche dans le Sud.

En 2023, **l'IPPFAR a été invité aux Nations Unies,** lors de la trente-sixième réunion du Comité des politiques et de la coordination (PCC), pour présenter la campagne numérique ***Treasure Your Pleasure.*** Ce fut une occasion unique de partager la manière innovante dont l'IPPFAR a utilisé pour promouvoir la SSR parmi les jeunes et briser le tabou autour du sexe et du plaisir en Afrique.

Partage des connaissances entre les AM de l'IPPFAR : Alignement sur la nouvelle stratégie IPPF 2023-2028

Du 9 au 15 septembre 2023, l'IPPFAR a organisé sa ***réunion régionale*** stratégique à Nairobi, au Kenya, réunissant des directeurs des AM et des jeunes défenseurs des droits de l'homme de diverses régions d'Afrique subsaharienne.

Plus de 90 délégués issus de 36 AM et partenaires de collaboration de l'IPPF ont assisté à la réunion qui visait à les aider à mieux comprendre les réformes en cours au sein du Secrétariat de l'IPPF. Ces réformes comprennent la nouvelle stratégie de l'IPPF ***« Unissons-nous »*** (2023 - 2028), le cadre de résultats de l'IPPF, la Charte des valeurs, la stratégie de lutte contre le racisme, le programme humanitaire, les politiques de sauvegarde et la nouvelle image de marque mondiale de l'IPPF.

Parmi les délégués figuraient des membres du conseil d'administration de l'IPPF, des directeurs exécutifs, des présidents du MAJ et des membres du personnel du secrétariat de la région Afrique et du bureau de l'IPPF à Londres. En outre, le forum a souligné le rôle des jeunes dans la réalisation des objectifs de l'IPPF.

Le forum a également permis aux directeurs exécutifs de discuter des priorités, des activités, des défis et des solutions, et de la meilleure façon d'aligner les plans stratégiques de leur AM sur la stratégie "Unissons-nous".

D'autres questions cruciales ont été abordées lors de la réunion, notamment la montée des mouvements anti-SSR dans la région, tels que la loi anti-homosexualité en Ouganda et le projet de loi anti-LGBTQI+ au Ghana. Les participants ont pris part à des sessions visant à améliorer l'accessibilité, l'autonomisation, la responsabilité et la restructuration, dans le but de redéfinir les priorités et les méthodologies en matière de SDSR.

ETUDE DE CAS :

Améliorer les stratégies de l'ESC : Atelier international au Cameroun

Au Cameroun, CAMNAFAW a dirigé un atelier international d'échange d'expériences sur l'ESC. L'objectif de cet atelier était d'identifier des approches et des outils pour partager les leçons apprises et les meilleures pratiques en Afrique de l'Ouest et du Centre. L'accent a été mis sur les valeurs et les attitudes, ainsi que sur les stratégies permettant d'atteindre le plus grand nombre possible d'adolescents, tout en comprenant la valeur des méthodologies de facilitation engageantes et créatives.

L'atelier a réuni divers ministères (ministère de la santé publique, ministère de la promotion de la femme et de la famille, ministère de la jeunesse et de l'éducation civique), des AM sœurs de la région qui mettent en œuvre des stratégies d'ESC, des organisations de SDSR telles que IPAS, DKT, Woman First Digital, et des partenaires externes tels que Rutgers et la délégation de l'Union européenne au Cameroun. Pour mettre en œuvre les conclusions importantes de cet atelier, chaque partie prenante s'est vu attribuer des responsabilités claires afin de maximiser la réalisation des objectifs du projet.

ETUDE DE CAS :

Le Ghana remporte le prix CIMG "for not profit organization of the year", pour la deuxième année consécutive, pour ses approches innovantes

Lors de la 34e cérémonie de remise des prix du Chartered Institute of Marketing, Ghana (CIMG), la Planned Parenthood Association of Ghana a reçu pour la deuxième fois le prix de l'Organisation à but non lucratif de l'année. Ce prix récompense les approches novatrices de la PPAG dans la fourniture d'informations et de services en matière de SSR afin d'améliorer la qualité de vie des Ghanéens.

La citation accompagnant le prix se lit comme suit : *"Les clients ont été époustouflés par vos offres de services perspicaces, conçues sur mesure pour répondre à des besoins spécifiques. Votre projet d'autonomisation des adolescentes, l'initiative Leading from Behind et le centre de contact de Yenkasa (numéro vert 0800 202010) trouvent un écho très favorable auprès de votre public. Vos actions de Responsabilité Sociale des Entreprises continuent de toucher des vies et d'apporter des sourires infinis sur les visages de vos clients, ce pour quoi vous êtes félicités".* Les prix CIMG sont la référence en matière d'amélioration de la qualité des produits et des services.

PILIER 4 :

PRENDRE SOINS DE NOTRE FÉDÉRATION

L'IPPF s'efforce de jeter des ponts entre divers contextes sociaux, culturels et politiques, en s'appuyant sur une croyance commune en l'universalité de la santé et des droits sexuels et reproductifs.

La nature dynamique et parfois divergente de l'IPPF est une source de force et d'énergie. Dans un monde souvent marqué par la division et l'animosité, l'IPPF s'appuie sur des principes d'amour et d'inclusion, garantissant un soutien et une adaptation continus à un paysage mondial en mutation. Au fur et à mesure de son évolution, l'IPPF réaffirme ses valeurs collectives, affine sa visibilité de manière stratégique et attire des personnes partageant les mêmes idées afin de renforcer la fédération et de remédier aux injustices historiques. Pour promouvoir notre fédération, trois voies essentielles doivent être empruntées : définir notre identité, développer notre fédération et joindre le geste à la parole.

PRECISER NOTRE IDENTITÉ

L'IPPF et ses associations membres réaffirment leur attachement à des principes communs par le biais d'une charte des valeurs et d'un renouvellement de la marque, soulignant notre identité en tant que fédération centrée sur ses membres et dotée d'un secrétariat dynamique. En 2023, plus de 900 parties prenantes de plus de 120 pays ont été consultées par le biais de consultations numériques, de webinaires, de groupes de discussion, d'enquêtes, de réunions en face à face et d'entretiens.

L'IPPFAR a tenu sa réunion régionale à Nairobi, au Kenya, en septembre 2023, où l'équipe de l'initiative sur l'identité s'est engagée avec les directeurs exécutifs des AM, les présidents des MAJ, l'équipe du secrétariat de l'IPPFAR, le personnel des AM, les clients et les membres de la communauté. Ces consultations ont permis d'identifier six valeurs fondamentales et de mettre l'accent sur une identité passionnée reflétant les droits en matière de santé sexuelle et reproductive, la justice, la diversité, l'inclusion et le changement transformateur. Le changement de marque a mis l'accent sur le rôle de l'IPPF dans la promotion des droits sexuels et reproductifs au niveau mondial, en soulignant qu'il s'agit de droits de l'homme, et a mis en exergue le pouvoir de la solidarité et de la communauté.

Au niveau régional, les médias sociaux et la communication sont deux approches clés que nous utilisons également pour réaffirmer notre engagement à définir notre identité en tant qu'IPPFAR. La publication du bulletin trimestriel ***"Hear Our Roar",*** des bulletins hebdomadaires et des brochures d'information sont les principaux canaux de communication pour mettre en valeur notre identité à travers l'excellent travail des AM sur le terrain.

FAIRE CROITRE NOTRE FÉDÉRATION

En tant que fédération, l'IPPF voit ses effectifs fluctuer de manière dynamique. Au début de chaque période stratégique, l'organisation étend stratégiquement sa portée, en se concentrant sur des domaines où les besoins non satisfaits et l'influence politique sont importants. Les nouveaux membres apportent une expérience, des idées et une énergie précieuse. Ensemble, les membres et le secrétariat améliorent les compétences et veillent au bien-être du personnel et des bénévoles. La modernisation des systèmes, des structures et de la gouvernance est essentielle pour assurer une croissance soutenue et favoriser la transparence et l'efficacité. Dans un contexte de financement incertain, l'IPPF donne la priorité à la diversification, à l'esprit d'entreprise et à la discipline financière, en s'appuyant sur son expérience en matière de viabilité financière et d'entreprise sociale.

Étendre notre réseau à de nouveaux membres

En 2023, **l'IPPFAR a accueilli deux nouveaux partenaires de collaboration dans la famille de l'IPPF :**

SOUL CITY INSTITUTE est une organisation féministe intersectionnelle qui œuvre pour que les filles, les jeunes femmes et les minorités de genre jouissent d'une égalité réelle et aient accès aux ressources et aux opportunités qui leur permettent de mener une vie épanouie.

My Age Zimbabwe Trust est une organisation dirigée par des jeunes qui se consacre à la promotion du leadership et de l'engagement des jeunes, de la parité entre les sexes, ainsi que du bien-être et des droits des adolescents et des jeunes. Son approche consiste à utiliser des données probantes et à rassembler un éventail de points de vue afin d'inspirer un dévouement aux questions concernant les jeunes. Fondée sur la santé sexuelle et reproductive, elle fait activement campagne pour les droits des jeunes dans toutes les facettes de leur vie.

"La modernisation des systèmes, des structures et de la gouvernance est essentielle pour assurer une croissance soutenue et favoriser la transparence et l'efficacité."

ETUDE DE CAS :

Améliorer la gouvernance : Les réformes internes de l'ABPF au Bénin

L'ABPF a entamé ses réformes de gouvernance depuis avril 2022. Cela a conduit à l'installation des organes de gouvernance avec l'organisation de l'assemblée générale le 9 décembre 2023. Le processus de réforme s'est déroulé en deux grandes étapes : la phase de diagnostic et la phase d'intégration des recommandations issues de l'évaluation dans les documents fondamentaux de l'AM. Cette dernière étape a abouti à une Assemblée générale extraordinaire qui a approuvé les nouveaux textes régissant l'Association.

Ces réformes comprenaient : (i) l'introduction de personnes ressources externes non volontaires dans les organes de gouvernance, (ii) la création du Comité des nominations et de la gouvernance (CNG), organe essentiellement responsable du recrutement et de l'évaluation des membres des différents organes, (iii) un changement dans le mode de signature des comptes avec l'introduction de la signature du directeur des programmes.

Mobilisation des ressources

Dans le cadre de la nouvelle stratégie de l'IPPF, **la mobilisation des ressources** sert de voie stratégique pour le développement organisationnel, fournissant un cadre pour une croissance et un impact durable. En 2023, l'IPPFAR a ajouté trois nouveaux projets à son portefeuille :

- **PROJET HEWLETT/SCAAO**

  Le projet «Soins Complets d'Avortement en Afrique de l'Ouest (SCAAO)» est un programme de deux ans financé par les ***Fondations Hewlett et FJSI*** en Afrique de l'Ouest. Quatre AM sont impliquées : Burkina Faso (ABBEF), Cameroun (CAMNAFAW), Niger (ANBEF) et Togo (ATBEF). L'objectif global du projet est d'améliorer l'accès équitable et durable à des soins d'avortement de qualité et centrés sur la personne dans trois pays d'Afrique de l'Ouest francophone et de renforcer l'écosystème de l'avortement dans la sous-région.

  Conformément à la théorie du changement de l'IPPF sur l'avortement, le projet vise à créer un monde où tous les individus peuvent exercer leurs droits sexuels et reproductifs en bénéficiant de soins d'avortement dignes, de qualité et centrés sur la personne. Il s'agit de favoriser le changement social, d'assurer le plaidoyer technique et la responsabilité, et de rendre les soins liés à l'avortement accessibles à tous. Le projet vise trois résultats clés :

  1. **Prestation de soins en matière d'avortement de qualité et centrés sur la personne :** Veiller à ce que les soins liés à l'avortement soient fournis et rendus possibles par le biais d'un éventail de parcours de soins.

  2. **Création d'un environnement social et politique favorable :** Promouvoir un environnement favorable à l'accès à l'avortement.

  3. **L'autonomisation des partenaires locaux :** Faire des AM des leaders d'opinion, des experts techniques et des agents de renforcement des capacités dans le domaine des soins liés à l'avortement.

- **PROJET EXPANDPF**

  ExpandPF est une initiative de cinq ans (2023-2028) financée par l'USAID en Afrique de l'Ouest, visant à intensifier les pratiques à fort impact (HIPs) en matière de planification familiale (PF) basées sur des preuves. Ces pratiques incluent l'amélioration de la planification familiale postpartum et le soutien à la prestation de services par les agents de santé communautaire, dans le but d'augmenter l'accès aux services de PF volontaires dans les zones urbaines et périurbaines mal desservies.

  Sous la direction de l'IPPF en tant que chef de file, le projet collabore avec Options Consultancy Services, Etrilabs et les associations membres de l'IPPF : Association Ivoirienne pour le Bien-Être Familial (AIBEF), Association Togolaise pour le Bien-Être Familial (ATBEF), Association Mauritanienne pour la Promotion de la Famille (AMPF) et Cameroon National Association for Family Welfare (CAMNAFAW) dans les quatre pays d'implémentation.

  La stratégie d'ExpandPF met l'accent sur la mise en œuvre par le biais de partenaires locaux et régionaux au niveau du consortium. L'approche vise à démontrer l'impact des HIPs adaptées localement, à éliminer les obstacles à la mise à l'échelle et à favoriser les leviers de croissance. La société civile sera impliquée pour assurer la responsabilité et la mise en œuvre, et les politiques et systèmes nationaux seront renforcés pour donner la priorité à la mise à l'échelle.

  En se concentrant sur ces objectifs, ExpandPF s'efforce de faire des progrès significatifs pour étendre l'accès à des services de planification familiale de qualité en Afrique de l'Ouest.

- **PROJET DU FONDS FIDUCIAIRE JAPONAIS (JTF)**

  Le JTF est un projet de 18 mois mis en œuvre par AMODEFA (AM du Mozambique) qui se consacre à l'introduction et à l'optimisation des méthodes biomédicales de prévention du VIH, en se concentrant principalement sur la réduction de la transmission du VIH au sein de la communauté des travailleurs du sexe dans la province de Manica. Le projet vise à promouvoir l'acceptation, la distribution et l'utilisation optimale de la PrEP orale, ainsi que d'autres techniques biomédicales émergentes de prévention du VIH. Cette approche globale intègre ces stratégies dans un ensemble holistique de services de santé sexuelle et reproductive. L'objectif est d'inscrire 800 travailleurs du sexe à la PrEP à Manica d'ici août 2025, contribuant ainsi de manière significative aux efforts de prévention du VIH dans la région.

ÉTUDE DE CAS :

Accroître le financement local de la santé sexuelle et reproductif et de la PF au Soudan du Sud

En 2023, the Reproductive Health association of South-Sudan (RHASS), partenaire de collaboration de l'IPPF a dirigé l'élaboration la stratégie de financement durable pour la planification familiale au niveau national. L'Association Membre a organisé un atelier de renforcement des capacités de cinq jours sur la cartographie SMART afin d'améliorer la capacité de la communauté exerçant dans la SSR au Sud-Soudan à soutenir la mise en œuvre de la stratégie de financement durable en mobilisant les ressources nationales pour la planification familiale. Onze organisations de la société civile (OSC) et institutions gouvernementales, y compris des parlementaires, ont participé à la session qui portait sur le plaidoyer SMART ainsi que sur l'identification des décideurs et des personnes influentes, en adaptant les messages aux publics cibles. Suite à l'atelier, deux engagements principaux ont été retenus comme priorités pour 2024 : (a) allouer 10% du budget annuel du secteur de la santé pour l'exercice 2023/2024 à la PF et (b) donner une directive à tous les responsables de la santé du comté pour permettre aux responsables des établissements de santé de prélever des produits de PF dans les établissements de santé en surstockage et en rupture de stock.

Entreprise Sociale

L'IPPFAR s'engage à aider les AM à développer des **initiatives d'entreprise sociale** visant à générer des revenus, à diversifier les sources de financement et à atteindre une viabilité organisationnelle et financière à long terme. L'IPPFAR définit l'entreprise sociale comme l'utilisation de stratégies entrepreneuriales pour produire des revenus excédentaires, qui sont ensuite utilisés pour financer des activités qui soutiennent la mission sociale de l'organisation.

En 2023, l'IPPFAR a renforcé les capacités de 10 AM (Lesotho, Nigeria, Malawi, Ghana, Côte d'Ivoire, Soudan du Sud, Tanzanie, Botswana, Kenya et Guinée-Bissau) pour les doter de l'expertise technique nécessaire à la création et à la gestion d'entreprises sociales. À la suite de cet exercice de renforcement des capacités, 7 AM ont saisi l'opportunité d'étude de marché offerte par le Hub de l'Entreprise Sociale de l'IPPF en soumettant des propositions. Le processus de sélection est en cours et les candidats retenus bénéficieront de cette opportunité de bourse en 2024.

PRECHER PAR L'EXEMPLE

Le respect des valeurs fondamentales est impératif pour la Fédération. L'IPPF est résolument engagée dans le démantèlement de la discrimination et du racisme à l'intérieur et à l'extérieur de l'organisation. Le plaidoyer continu en faveur de l'égalité des sexes et de la diversité sexuelle intègre des stratégies intersectionnelles et de transformation du genre. L'investissement dans le leadership des jeunes reste primordial et nécessite un engagement et un soutien continus. Nous visons des transitions de leadership en douceur et nous nous efforçons d'obtenir un engagement significatif de la part des jeunes adultes, en reconnaissant leur rôle essentiel dans l'élaboration de l'avenir de la santé et des droits sexuels et reproductifs.

Faire Progresser le Programme d'Action Contre le Racisme au Sein de l'IPPF

En 2023, des avancées significatives ont été réalisées **pour faire progresser notre engagement continu en faveur du Programme d'action contre le racisme.** Il convient de noter la participation de la région Afrique à la réunion inaugurale en personne du groupe de travail de l'IPPF sur la lutte contre le racisme. Cette réunion visait à explorer des stratégies innovantes alignées sur les piliers 3 et 4 de la stratégie de l'IPPF pour "joindre le geste à la parole". Guidé par notre cadre stratégique, le groupe de travail a identifié des domaines prioritaires clés sur lesquels se concentrer tout au long des années 2023 et 2024. Ces priorités sont axées sur l'établissement de quatre voies vers la transformation de la Fédération en une entité antiraciste :

- Envisager un monde où chaque individu peut s'épanouir dans la sécurité et le respect, avec un accès équitable aux services et aux opportunités, nécessitant un changement sociétal fondamental.
- Mettre en œuvre des mécanismes de responsabilisation afin d'intégrer la lutte contre le racisme dans toutes les facettes et à tous les niveaux des opérations de l'IPPF, en s'appuyant sur un engagement inébranlable des dirigeants.
- Intégrer l'antiracisme dans les protocoles de sécurité de l'IPPF, y compris le Safeguarding et le Safe Report, avec des dispositions pour le soutien au bien-être personnel.
- Adopter l'apprentissage continu et une approche de décolonisation dans les programmes et la collecte de données pour la recherche afin de cultiver des pratiques antiracistes authentiques au sein de l'IPPF.

En outre, parallèlement aux efforts internes, le programme d'action contre le racisme a été présenté à la réunion régionale de l'IPPFAR à la fin de l'année 2023.

2023 - Statistiques ventilées par Association Membre.

A. DONNÉES SUR LA PRESTATION DE SERVICES

Pays	Nouveaux utilisateurs de PF		Total des services de SSR		Estimation du nombre de clients servis dans un contexte humanitaire	Formation des prestataires externes de services de SSR	Total de services SSR fournis par le biais du numérique/ virtuel	Services de Prévention -Dépistage de la violence liée au sexe	Nombre de jeunes touchés par le ECS
	0-24 ans	25 ans et plus	0-24 ans	25 ans et plus					
Bénin	29,507	33,156	896,408	1,236,649	1,004	105	43,412	7,813	805,608
Botswana	3,359	2,740	66,937	80,165		5		200	2,137
Burkina Faso	55,627	80,513	970,901	1,300,116	49,085	172		328	603,664
Burundi	23,730	45,096	575,197	763,049	1,480	1,453		120	3,453
Cameroun	35,522	45,954	1,500,211	2,323,871	30,637	1,420		6,208	84,940
Cap Vert	3,316	2,204	64,745	145,231		14			8,876
RCA	2,801	2,086	193,716	175,448	90,000	60			968
Tchad	7,507	23,416	304,579	437,891	11,028	20			382
Comores	2,744	2,226	81,019	43,863				4	9,222
Congo	3,036	1,530	56,823	69,041		2			10
Côte d'Ivoire	6,168	13,881	73,917	175,098				240	5,661
RDC	396,223	394,990	2,505,532	2,853,165	111,428	294		1,982	46,898
Eswatini	302	1,812	69,932	106,186		384		50	10,746
Éthiopie	385,223	316,565	5,814,418	6,560,677	254,643	3,126		18,334	133,805
Ghana	100,147	113,883	1,350,588	961,999		148	1,485		18,584
Guinée	27	97	1,048,690	761,432		96		549	290
Guinée-Bissau	7,470	7,230	69,220	68,376		24		2,161	8,222
Kenya	89,965	64,480	1,712,600	876,351	15,156	62		953	17,576
Lesotho	867	1,455	30,082	121,335		20		401	128
Madagascar	6,116	5,170	384,697	329,887	4,553	30	2,561	478	59,933
Malawi	36,711	13,680	442,650	291,570	2,687	1,554		5,379	188
Mali	45,772	28,133	412,649	347,408	52,328	35		1	205,631
Maurice	426	688	161,910	173,875		102	1,498	110	14,457
Mozambique	339,356	144,230	1,640,587	857,426	247,596	29		23,226	46,171
Niger	1,359	985	173,705	127,814		3			759
Nigéria	1,216,301	1,064,413	21,248,420	18,313,197	282,628	871		12,035	535
Sao Tomé	23,555	18,999	782,964	656,228		30		8,817	18,274
Sénégal	61	223	7,755	16,841		5			40
Sierra Leone	11,378	6,322	354,162	282,787		1,405			6,365
Afrique du Sud						558			7,046
Sud Soudan	988	703	32,832	39,986	42,070	147			6,406
Tanzanie	113,929	90,588	508,249	494,159		453		2,462	325,984
Togo	7,397	4,513	514,930	547,467	10,424	20	5,641	404	3,072,874
Ouganda	164,833	100,102	1,575,018	1,681,079	12,851	793		79,800	32,105
Zambie	7,931	5,749	495,339	753,509	6,794	772		2,095	114,883

B. DONNÉES D'IMPACT

Pays	CYP Total	Nombre de décès d'enfants évités	Décès maternels évités	Grossesses non désirées évitées	Avortements insécurisés évités	Total des AVCI évitées	Coûts directs des soins de santé économisés (en USD)
Bénin	168,239	1,335	200	76,262	24,657	125,302	4,380,447
Botswana	13,965	35	5	4,599	420	3,309	379,205
Burkina Faso	125,488	1,084	71	48,833	17,016	96,100	2,356,660
Burundi	158,614	1,846	241	70,942	14,521	170,907	4,278,212
Cameroun	86,997	732	126	42,247	16,039	69,631	2,407,526
Cap Vert	6,331	8	0	2,329	988	726	114,785
RCA	4,592	48	9	1,873	520	4,643	110,507
Tchad	50,285	782	157	23,307	6,254	75,638	1,272,359
Comores	1,610	7	1	671	170	643	38,237
Congo	9,725	69	5	4,436	1,721	6,197	467,612
Côte d'Ivoire	45,822	394	60	21,758	6,824	37,008	1,516,094
RDC	477,630	6,107	787	224,510	54,550	563,287	9,424,137
Eswatini	4,989	33	2	1,990	153	2,954	123,893
Éthiopie	2,008,496	19,377	986	976,293	144,095	1,701,196	62,130,002
Ghana	188,334	970	101	76,824	24,194	88,431	3,809,250
Guinée	73,796	676	87	29,769	9,782	62,389	1,477,304
Guinée-Bissau	50,453	405	62	23,954	12,085	38,207	1,127,299
Kenya	574,263	3,931	796	280,055	80,646	380,460	16,452,064
Lesotho	22,991	148	27	9,302	626	14,188	608,696
Madagascar	31,038	94	17	14,255	6,832	9,051	602,389
Malawi	113,773	1,030	110	50,971	10,641	94,192	3,491,540
Mali	232,217	3,274	317	110,214	32,300	296,158	6,040,265
Maurice	2,361	1	0	945	266	111	54,150
Mozambique	187,298	1,596	34	84,171	30,608	137,197	5,008,236
Niger	4,122	54	4	1,755	477	4,854	91,388
Nigéria	2,985,115	31,897	7,520	1,440,753	589,208	3,177,439	75,385,010
Sao Tomé et Principe	23,684	93	8	8,708	2,343	8,386	499,044
Sénégal	10,043	89	9	4,912	1,062	8,035	299,915
Sierra Leone	50,845	431	45	24,416	10,880	39,180	1,099,020
Sud Soudan	12,219	65	34	5,469	2,001	7,791	323,611
Tanzanie	350,076	3,062	220	170,804	46,438	272,851	13,087,927
Togo	74,963	461	65	29,346	8,463	42,882	1,484,767
Ouganda	655,353	7,372	508	311,572	70,958	661,571	20,218,938
Zambie	83,443	889	30	36,119	7,798	77,304	2,695,093
TOTAL	**8,889,169**	**88,396**	**12,641**	**4,214,361**	**1,235,534**	**8,278,217**	**242,855,583**

C. WISH2ACTION : RÉSULTATS CLES SUR LA DURÉE DE VIE DU PROJET (5 ANS)

Pays	CAP	Utilisateurs Additionnels	Jeunes	Avortement à risque évité	Grossesse non désirée évitée	Décès maternels évités	Anne de vie corrigée de l'incapacité
Afghanistan	322,541	33,113		96,581	165,609	182	185,519
Bangladesh	1,856,528	48,886	6%	317,485	904,142	390	309,808
Burundi	745,948	147,186	8%	70,471	312,966	1,234	728,284
Éthiopie	5,782,330	619,147	11%	918,593	2,627,039	4,001	4,676,376
Madagascar	2,126,506	299,544	22%	221,353	967,790	1,576	1,213,657
Malawi	400,006	36,498	23%	40,243	178,117	791	338,930
Mozambique	713,586	87,754	23%	70,092	312,003	691	739,745
Pakistan	4,989,634	266,050	8%	815,925	2,201,169	1,602	1,429,744
Somalie	145,049	24,268	15%	15,852	67,039	275	141,688
Soudan	2,648,674	700,897	22%	632,633	1,130,586	2,862	1,115,153
Sud Soudan	236,446	62,058	23%	40,768	102,926	435	111,286
Tanzanie	3,482,321	537,504	17%	352,739	1,567,720	2,455	2,763,154
Ouganda	3,941,836	547,812	19%	446,046	1,774,967	3,088	3,747,881
Zambie	1,464,157	124,743	17%	205,110	651,938	1,097	1,392,325
Zimbabwe	654,543	36,223	9%	65,663	292,290	899	330,834

IPPF International Planned Parenthood Federation
Africa Region

Merchant Square, Block C, 5th Floor, Riverside Drive
P.O Box 30234, Nairobi - Kenya
Tel: +254 20 4909000 / +254 722 203728
Email: info@ippfaro.org
Website: www.africa.ippf.org
Facebook: IPPF Africa Region
Twitter: @IPPFAR
Instagram: @ippfar